



MEXIQUE

nouvelles du

seconde époque - N° 18

Juin 1985



INDEPENDANCE
ET REVOLUTION

1810
1910
1985

Hommage à
Juan Soriano

Octavio Paz
Carlos Fuentes

4° P. 6139

NOUVELLES DU MEXIQUE

Revue fondée en 1955 par Jaime Torres Bodet

Numéro 18

Juin 1985

SOMMAIRE

COUVERTURE : « La petite fille à la jarre verte »
Tableau de Juan Soriano. Col. A. Guevara. Mexico

PREMIERE PARTIE

DE L'INDEPENDANCE A LA REVOLUTION	1 à 16
Présentation de Numéro par M. Jorge Castañeda	
Ambassadeur du Mexique en France	1
Rousseau et l'Indépendance du Mexique par	
Luis Villoro. Ambassadeur permanent auprès de l'UNESCO	2 à 6
Le Mexique est plus grand que ses problèmes	
par Jesús Reyes Heróles	7 à 9
Le Mexique cinquante ans après la Révolution	
par le Professeur François Chevalier	10 à 16

DEUXIEME PARTIE

LES CINQUANTE ANS DE CRÉATION ARTISTIQUE	
de JUAN SORIANO	17 à 20
- Une exposition de Juan Soriano par Octavio Paz	17 à 18
- L'élémentaire figuration de l'amour par Carlos Fuentes	19 à 20

TROISIEME PARTIE

INFORMATIONS ET PERSPECTIVES	21 à 23
FAITS ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES	21 à 23
- Evolution de l'économie mexicaine	
- Echanges commerciaux franco-mexicains	
LE MEXIQUE DANS LE MONDE	24 à 28
- Contadora : Il n'est pas trop tard pour gagner la paix.	
Par Elena de Ribera	
- Le Mexique et sept autres pays lancent	
un appel au désarmement	
- Le Président Raúl Alfonsín au Mexique	
DE MEXICO	
- Les 50 ans du F.C.E. :	29 et 30
Une entrevue avec Jaime García Terrés	
- Informations diverses	
PRESENCE CULTURELLE DU MEXIQUE EN FRANCE	31 et 32
- Publications récemment parues : 3 ^e de Couverture	

Dos de Couverture : Tableaux Huichol « La naissance du
Soleil », par Guadalupe González Ríos.
Photo : Musée Ethnographique de Stockholm.

AMBASSADE DU MEXIQUE EN FRANCE
SERVICES CULTURELS
9, RUE DE LONGCHAMP
75116 PARIS

Les *Nouvelles du Mexique* participent, par l'édition de ce numéro spécial, à la commémoration du 175^e anniversaire de l'Indépendance du Mexique et à celle du 75^e anniversaire de la Révolution Mexicaine. La célébration de ces deux anniversaires constitue un double motif de réjouissance, et nous invite à réfléchir sur l'importance fondamentale que chacune de ces dates revêt pour l'histoire de notre Nation.

C'est l'appel aux armes contre le régime colonial, lancé par le curé du village de Dolores, Don Miguel Hidalgo y Costilla, la nuit du 15 septembre 1810, qui a enflammé la volonté du peuple mexicain, décidé à obtenir son entière indépendance et à devenir ainsi le maître de son propre destin.

Depuis lors, un pays jeune lutte sans relâche pour instaurer des conditions plus favorables pour son développement, et affronte les innombrables vicissitudes qui résultent de son environnement géopolitique. Chacune des actions destinées à préserver la souveraineté de notre pays témoigne aujourd'hui encore, de l'actualité de cette lutte.

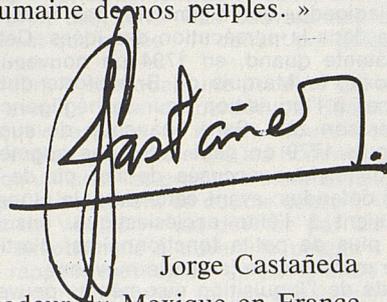
C'est aussi dans cette continuité que s'inscrit la Révolution de 1910, mouvement né de la volonté de transformer des structures politiques, économiques et sociales injustes qui empêchaient l'accès au bien-être de l'ensemble de la société mexicaine. C'est ce bouleversement historique, qui anime toujours l'aventure du Mexique et définit ses traits essentiels actuels.

La préservation de l'identité du peuple mexicain et de son profond sentiment national, ainsi que la volonté de créer de nouvelles conditions de vie et de travail et de distribuer la terre aux paysans ont été les fils conducteurs de la Révolution. Ce sont eux, qui de nos jours encore, inspirent le combat pour un développement intégral. Ils constituent également le fondement du respect du Mexique pour le droit des peuples à disposer d'eux mêmes et à coexister dans la paix et la sécurité.

Par une heureuse coïncidence nous fêtons aussi, avec la parution de ce numéro, le trentième anniversaire des *Nouvelles du Mexique*, publication créée en 1955 par celui qui était alors l'Ambassadeur du Mexique en France, Jaime Torres Bodet. Animées par le commun désir de faire connaître le Mexique et de diffuser sa culture en France, des personnalités éminentes du monde des lettres et de la politique, tels Alfonso Reyes, Alfonso Caso, Ignacio Chavez, Silvio Zavala et Antonio Carrillo Flores, ont collaboré à son avènement.

Nous sommes profondément heureux de pouvoir affirmer aujourd'hui, comme il y a trente ans, que :

« Les nouvelles d'une nation qui, comme le Mexique, aime la liberté et l'intelligence, éveillent en France, terre d'intelligence et de liberté, un profond écho de sympathie. Puissent-elles ainsi contribuer, dans un esprit de collaboration et de paix, à la confiance réciproque de nos gouvernements et à la compréhension humaine de nos peuples. »



Jorge Castañeda
Ambassadeur du Mexique en France

Paris juin 1985



Mexico au XVIII^e siècle :
la « Plaza Mayor », la cathédrale
et « El Caballito »

Rousseau

et l'Indépendance

C'est presque devenu un lieu commun de dire que les idées des encyclopédistes français ont eu une influence décisive sur l'écllosion des mouvements d'indépendance en Amérique Hispanique. Cette thèse devint monnaie courante parmi les historiens libéraux, et aujourd'hui encore on la retrouve dans de nombreux livres de texte et dans des histoires générales. Dans ces pages, nous nous efforcerons de réviser ce lieu commun surtout sur un point : l'influence au Mexique des doctrines de Jean-Jacques Rousseau, avant et pendant le mouvement d'indépendance.

Les prohibitions et censures n'arrivèrent pas à empêcher que les écrits des encyclopédistes français fussent connus assez largement dans la Nouvelle Espagne. Ces livres interdits publiés à l'étranger étaient souvent introduits clandestinement en trompant la vigilance des douanes. Dans bien des cas, ils étaient introduits par des citoyens français qui pendant longtemps jouirent du droit d'entrée franche dans les ports espagnols. Dans d'autres, des libraires de la Nouvelle Espagne, des voyageurs « criollos » ou les fonctionnaires espagnols eux-mêmes s'en chargeaient. Par les documents de l'Inquisition mexicaine, nous savons que les ouvrages circulaient assez largement.

En réalité, l'efficacité du Saint Office pour détecter les livres interdits n'était pas très grande, ni le zèle de bon nombre de ses membres. Par ailleurs, depuis 1766, la Nouvelle Espagne eut quelques vice-rois philosophes, comme le Marquis de Croix, le Comte de Gálvez et le comte de Revillagigedo, qui n'aimaient pas mettre une rigueur excessive dans la persécution des idées. Cette modération devint patente quand, en 1794 un nouveau vice-roi, féru d'orthodoxie, le Marquis de Branciforte dut faire des remontrances à l'Inquisition pour sa négligence et s'efforcer de raviver son zèle. Sans beaucoup de succès, il faut le dire : depuis 1779 on peut noter une augmentation considérable d'individus accusés de lire ou de posséder des ouvrages défendus; avant cette date, la plupart d'entre eux appartenaient à l'élite ecclésiastique, ensuite on trouve toujours plus de petits fonctionnaires, d'artisans, de militaires, de membres de la classe moyenne.

Les édits de l'Inquisition eux-mêmes peuvent nous donner une idée des ouvrages les plus répandus. Un édit du 27

novembre 1756 censure expressément le **Discours sur l'origine et le fondement de l'inégalité entre les hommes** « parce qu'on y trouve des maximes qui induisent au déisme et à l'athéisme ». Nous pouvons supposer que, deux ans à peine après sa publication, le **Discurso** circulait assez pour mériter cette mention spéciale.

Sept ans plus tard, en 1783, nous trouvons la première réfutation de Rousseau imprimée au Mexique. Cristobal Mariano Coriche, dominicain, dans un opuscule intitulé **Discours vengeur de l'honneur des lettres et des lettrés**, attaque les idées du **Discours sur les sciences et les arts de Rousseau**, bien qu'il le confonde certainement avec le **Discours** d'un autre auteur. D'après les procès et édits successifs de l'Inquisition, on peut se faire une idée de la circulation des écrits du genevois. Le 21 mai 1763, un nouvel édit interdit toutes ses œuvres. Mais les plus abondants témoignages nous sont fournis à partir de 1790. Les idées rousseauistes doivent avoir été assez répandues pour justifier que, en 1791, le Frère Servando Teresa de Mier, qui était destiné à devenir l'un des plus brillants idéologues de l'Indépendance, consacre un sermon public à sa réfutation. Trois ans plus tard, le zèle du vice-roi Branciforte lance une campagne au cours de laquelle sont poursuivies nombre de personnes, accusées de posséder des livres interdits, entre autre, des ouvrages de Rousseau. Si, au cours de ce procès les inculpés sont de basse extraction, dans un autre on voit condamner un riche « criollo », Manuel Enderica, qui possédait des livres de nombreux auteurs français, y compris **La Nouvelle Héloïse** et **Le Contrat Social**. En 1802 le curé Olovarieta est arrêté pour avoir reconnu être l'auteur d'une brochure **L'Homme et la brute**, qui contient des idées purement rousseauistes.

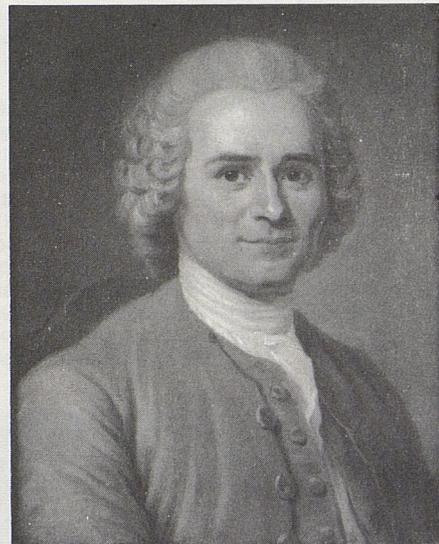
Peu après la première traduction espagnole du **Contrat Social**, en 1799, le Tribunal fait saisir de nombreux exemplaires de l'ouvrage. Alarmé, il promulgue un édit du 14 novembre 1803 prohibant de façon absolue la diffusion de cette œuvre qui « mérite un anathème particulier car, non seulement elle renouvelle le système pernicieux anti-social et irreligieux de Rousseau », mais parce que le traducteur « incite les fidèles vassaux de Sa Majesté à se soulever et à rejeter la suave domination de nos rois auxquels il donne l'odieux nom de despotes, en les excitant à rompre, ce qu'il appelle les entraves de les fers du Sacerdoce et de l'Inquisition ». Cependant, la diffusion de ces « idées pernicieu-

(1) Le professeur Luis Villoro exerce actuellement les fonctions d'Ambassadeur du Mexique auprès de l'UNESCO.

da nce

Mexicaine

● Luis Villoro (1)



ses » dut continuer, sans cela on s'explique mal que, quatre ans plus tard, le 27 août 1808, un nouvel édit réitère l'interdiction de tout écrit favorable à l'indépendance et à l'insubordination envers les pouvoirs légitimes, soit en renouvelant l'hérésie manifeste de la souveraineté du peuple, telle que la définit Rousseau dans son **Contrat Social**, soit encore en adoptant en partie son système, pour rejeter, sous de vagues prétextes, l'obéissance à nos souverains ».

L'insistance répétée de l'Inquisition sur les œuvres de Rousseau, particulièrement sur « **Le Contrat Social** », suffirait à démontrer, même si nous n'avions pas d'autres témoins de l'époque, que les idées de l'écrivain genevois furent assez connues en Nouvelle Espagne, des années avant le commencement du mouvement d'indépendance, mais il serait hasardeux de partir de ce fait pour affirmer que Rousseau a exercé une influence réelle sur la pensée des « Criollos » d'idées avancées. En réalité, c'est à peine si nous pouvons déceler une véritable influence de la pensée rousseauiste. Par exemple, dans un ouvrage de Santiago Felipe Puglia, publié à Philadelphie en 1794, sous le titre de **La Désillusion de l'homme (El desengaño del hombre)**. Certains ont cru voir des idées de Rousseau, car l'auteur soutient l'égalité et la liberté de tous les hommes dans l'état de nature et milite pour la démocratie. En réalité, l'influence n'est pas très nette, ces idées pouvant fort bien venir d'auteurs antérieurs à Rousseau. Et José Miranda lui-même, qui prétend démontrer une grande influence de la pensée de Rousseau chez les précurseurs de l'indépendance, est obligé de reconnaître que, la seule influence claire qu'on puisse détecter à cette époque se trouve dans l'œuvre déjà citée de Oloverrieta, modeste curé de Asuchitan, condamné en 1802.

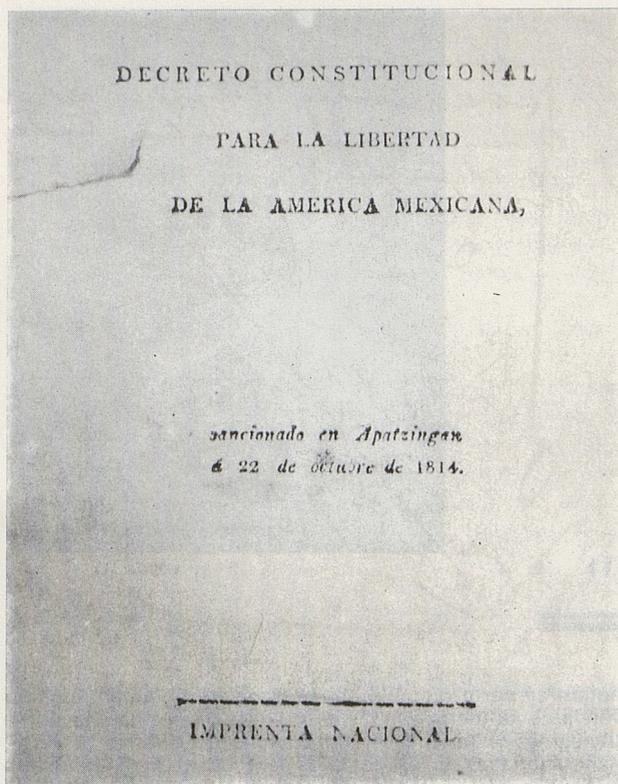
Les premières idées ouvertement favorables à l'indépendance commencent à se manifester en Nouvelle Espagne en 1808, à l'arrivée des nouvelles annonçant l'abdication du roi Charles IV et la renonciation de l'Infant Ferdinand. Dès lors et jusqu'au congrès de Chilpancingo en 1813, on trouve, chez tous les partisans de l'indépendance, une unité de doctrine très nette. Elle repose sur trois idées de base : souveraineté du peuple, pacte social et congrès national.

Après l'abdication du roi, les représentants américains de la municipalité de Mexico soutiennent que la souveraineté incombe maintenant au peuple et ils invoquent la doctrine du « pacte social ». Il existe un pacte entre le roi et la

nation en vertu duquel celle-ci transfère librement sa souveraineté au monarque. Ni le roi, ni le peuple ne peuvent le transgresser. Aussi les renonciations de Charles et Ferdinand sont elles nulles, car elles sont « contraires à la nation à laquelle personne ne peut donner un roi sinon elle-même par le consentement universel de ses peuples, et c'est le seul cas où, à la suite de la mort du roi il ne reste pas de successeur légitime à la couronne ». Cette doctrine ne vient pas de Rousseau et n'a rien à voir avec des idées philosophiques françaises. Elle découle, de deux autres sources. Pour ma part, de Francisco Suárez qui, soutenait que Dieu confère l'autorité à la société. « En tant qu'il procède directement de Dieu — écrit-il —, le pouvoir civil doit s'entendre comme résidant dans toute la communauté, et non pas dans une partie seulement ». L'autorité du monarque lui a été transférée « par institution, ou par élection des hommes, c'est-à-dire par un pacte ». Dans cette doctrine on pouvait déceler sans difficulté, quelques idées du jusnaturalisme rationaliste (**Grocio, Pufendorf, Heinecio**), qui eut assez d'influence dans tous les royaumes hispaniques au XVIII^e siècle. En Nouvelle Espagne, l'union de ces deux courants apparaissait clairement dans la pensée de l'un des représentants les plus influents du groupe des jésuites philosophes, Francisco Xavier Alegre qui, dans son *Institutionum Theologicarum*, de 1789, soutenait en des termes qui rappellent Suárez — que l'origine proche de l'autorité se trouvait dans le « consentement de la communauté » et sa base dans le droit des gens. « La souveraineté du roi — affirmait-il — n'est que prêtée : il l'obtient par délégation de la voix commune ».

Citant Pufendorf, il expliquait une doctrine qui coïncidait sur ce point, avec la ligne de pensée de Suárez : « Tout empire... de quelque sorte qu'il soit, trouve son origine dans une convention ou pacte entre les hommes ».

Le langage qu'utilisent les premiers théoriciens de l'Indépendance rappelle clairement ce double courant « l'autorité soutient Primo de Verdad — est dévolue par Dieu au roi, non de façon directe mais à travers le peuple ». Pour sa part, Azcárate rappelle qu'il existe un pacte entre la nation et le souverain qui ne peut-être rompu unilatéralement. Les deux auteurs précités s'appuient expressément sur Pufendorf et Heinecio. D'autre part, ils en appellent aux lois fondamentales espagnoles, oubliées pendant les siècles de despotisme, surtout, au **Leyes de Partida** d'Alphonse le



Sage. Ils s'efforcent de faire revivre une ancienne tradition politico-légale, en fondant sur elle le droit des villes à se réunir librement et à prendre des décisions de gouvernement en cas d'absence du monarque. Celui qui insiste le plus dans cette voie est Servando Teresa de Mier, sans doute l'idéologue le plus brillant du parti « criollo ». Perdue dans la broussaille des **Lois des Indes** (Leyes de India), Mier découvre une ancienne « Constitution Américaine » qui établit le pacte social original entre le peuple de la Nouvelle Espagne et la Couronne de Castille. Suivant cette constitution « Les Amériques sont des royaumes indépendants de l'Espagne et sans autre lien avec elle que le roi ».

Il est intéressant de noter que ce retour aux lois fondamentales du royaume, antérieures à l'absolutisme, n'est pas seulement le fait des « criollos » mexicains. La première impulsion venait d'études purement académiques de droit médiéval espagnol, (Les plus importantes étant les institutions du Droit Civil de Castille, par Asso y Manuel, 1771). A l'époque qui nous intéresse, cette découverte érudite commence à avoir, en même temps dans de nombreuses régions, différentes applications politiques. Dans la péninsule, Martínez Marine — qui publie son **Ensayo sobre las Antiguas Intituciones de León y Castilla** (Essai sur les anciennes institutions de León et Castille) justement en 1808 — l'utilise en faveur d'une monarchie constitutionnelle. A Lima et à Bueno-Aires, divers auteurs fondent sur cette doctrine des prétentions semblables à celles de la municipalité de México. Il s'agirait donc d'un vaste mouvement, présent des deux cotés de l'Atlantique, de retour à une tradition hispanique qui se veut libérale. Ce climat idéologique n'est pas très proche des idées de Rousseau. La « Nation » ou le « Peuple » titulaire de la souveraineté n'est en aucune façon, la plèbe ni l'ensemble des citoyens considérés individuellement, mais ceux-ci organisés en « corps » politiques et groupés par classes. Azcárate, par exemple, met en doute la légitimité de la Junte de Séville car elle a été formée par la « plèbe », laquelle n'est pas le peuple dans

l'acceptation de la loi 1, titre 10, deuxième partie. En effet, ce texte déclare expressément qu'il ne convient pas d'entendre « le Peuple » dans le sens de « petites gens ». Dans un discours, Azcárate développe prudemment ce point. « Par suite de son absence ou empêchement (du roi), la souveraineté réside dans tout le royaume et dans les classes qui le forment, plus particulièrement dans les tribunaux supérieurs qui le gouvernent et administrent la justice, et dans les corps interprètes de la voix publique »... Cette interprétation de la notion de « Peuple » subsiste alors que la révolution pour l'Indépendance est déjà bien avancée. Nous la trouvons, par exemple après le soulèvement de Hidalgo, chez Andrés Quintana Roo, qui spécifie que la « Nation » souveraine est formée par les corps dans lesquels se manifeste la voix commune, parmi lesquels les plus importants sont les municipalités.

Durant ces années on agite l'idée selon laquelle, en l'absence du monarque, doit se réunir un congrès dans le quel réside la souveraineté. On conçoit essentiellement cette Assemblée comme l'élargissement au niveau national, de la représentation populaire assumée par les « cabildos » (conseils municipaux). Dans la Nouvelle Espagne, on gardait sans doute le souvenir du rôle important joué par les municipalités dans le commencement de la Colonie, et les « criollos » voyaient dans l'autonomie municipale, un rempart à opposer au pouvoir royal. Le « Peuple » dont ils parlent est celui qui est supposé être représenté dans les « ayuntamientos » et qui, en réalité, est formé dans chaque ville par les « hommes honorables » d'un certain niveau social. Le « congrès » que projetaient de constituer les différentes conspirations « criollas » antérieures au soulèvement populaire de 1810 n'est pas autre chose. Tel est également le congrès que mentionne Hidalgo lui-même dans son **Manifiesto** en indiquant qu'il devra être composé par le « représentant de toutes les villes, bourgs et lieux de ce royaume »... De plus, dans toute cette étape de l'Indépendance, certains idéologues rejettent nettement les idées de Rousseau. Servando Teresa de Mier avait réfuté **Le Contrat Social**, dans un discours dont nous avons déjà parlé. Dans son **Historia**, de 1813, il revient sur le sujet et qualifie les principes de Rousseau de « Tissus de sophismes, dorés par le brillant de l'éloquence enchanteresse » de son auteur. En 1808, Melchor de Talamantes condamne également et expressément Rousseau et s'attache à affirmer que les idées des partisans de l'Indépendance ne s'inspirent pas de théories « modernes ». « La principale erreur politique de Rousseau — dit-il — consiste à avoir appelé indistinctement le peuple à exercer la souveraineté, car il est certain que, même s'il a des droits à cela, il doit toujours être considéré comme un mineur qui doit par suite de son ignorance et de son impuissance, utiliser la voix de ses tuteurs, c'est-à-dire, de ses véritables et légitimes représentants.

En réalité, on trouve, chez les premiers insurgents, un esprit contraire au « francésisme ». On ne doit pas oublier qu'au cours de ces années, l'influence française est associée à des tendances bonapatistes, et l'une des raisons de méfiance des « criollos » envers les péninsulaires était précisément qu'ils passaient pour être influencés par la franc-maçonnerie. Le principal objectif de la junte que la municipalité de México propose en 1808 est la défense contre la France, même dans le domaine spirituel. « Comment pourrions nous — s'écrit Primo de Verdad — par notre lâcheté notre ville condescendance ouvrir les portes à l'immoralité, au déisme et aux autres multiples sectes pestilentielles qui dévorent malheureusement la France » ? La même orientation persistera au cours des années suivantes. Le mouvement se veut comme un retour à la tradition hispanique, face à la « francisation » de la Péninsule. Maldonado, qui édite le journal le plus important des insurgents durant le soulèvement de Hidalgo, proclame que la défense contre les Français, qui avait échoué au Congrès de Séville, passe maintenant à la Nouvelle Espagne, qui se soulève pour

éviter que les Espagnols adoptent en Amérique une attitude semblable à celle qu'ils ont prise dans la Péninsule. « Nous sommes maintenant les véritables Espagnols, qui succèdent légitimement dans tous leurs droits à ceux qui ont été subjugués, (par Napoléon) et qui n'ont pas su vaincre ou mourir pour Ferdinand ». Et Ignacio Aldama, compagnon de Hidalgo, peut écrire à un de ses amis, qu'il lutte « pour une sainte liberté, qui n'est pas la liberté française contre la religion ».

La méfiance envers les Européens, « contaminés » par les idées « modernes » continue à se manifester dans la presse « insurgente » pendant plusieurs années. Le docteur Cos, auteur d'un célèbre « Plan de la Paix » et écrivain insurgent influent met en garde ses lecteurs contre deux graves dangers : le « Jacobinisme et l'influence française ». Il présente, par contre, l'Amérique comme le rempart contre les idées pernicieuses. Cette attitude se maintiendra chez la plupart des écrivains insurgents jusqu'au Congrès de Chilpancingo.

Le climat intellectuel de la première étape de l'Indépendance est donc franchement contraire aux idées rousseauistes. Est-ce à dire que Rousseau en est complètement absent ? Peut-être pas. Dans certains termes utilisés on a cru voir son influence. La difficulté réside dans le fait que bien des expressions que pour un lecteur actuel pourraient rappeler Rousseau, ne viennent pas forcément de lui et peuvent trouver leur origine dans des doctrines antérieures. Sont antérieures à Rousseau des expressions comme « souveraineté populaire », « représentation nationale » et « pacte social » ou encore « la clameur générale de la nation » ou « la voix commune de la nation ». Ces termes qui étaient familiers à des lecteurs versés dans les doctrines « suaristes et jusnaturalistes » doivent donc être interprétés en harmonie avec le reste de la pensée « criolla » de cette époque. Quant à la « volonté générale », expression dont se sert Villaurrutia dans les sessions de l'Ayuntamiento, même lorsqu'elle paraît littéralement venue de Rousseau, elle est utilisée dans un contexte d'idées qui n'a pas grand chose à voir avec celui-ci. Il peut donc s'agir d'une influence purement verbale.

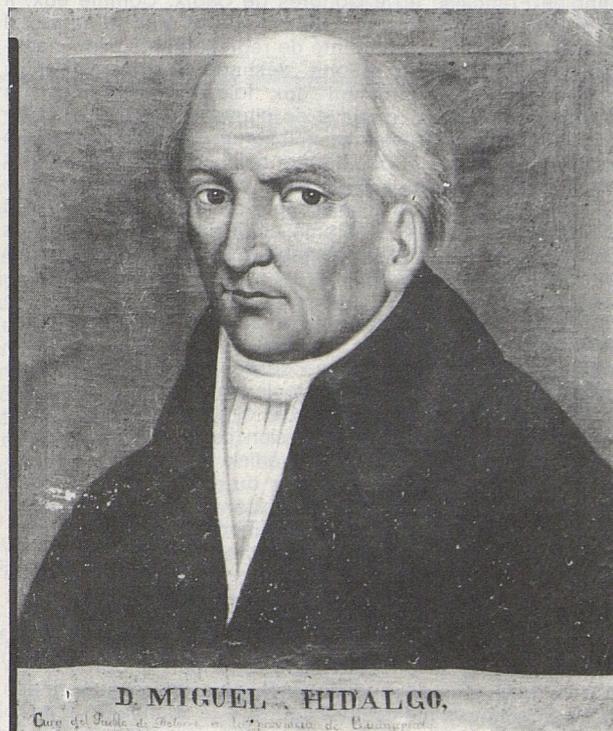
Une autre source de confusion vient des accusations des ennemis de l'indépendance. En effet, il ne manqua pas d'auteurs royaliste qui, pour déprécier les insurgents, leur attribuaient des idées françaises, condamnées par l'Eglise. Par exemple, Pérez y Comoto, auteur d'une pasquinade « **Anti-Hidalgo** », les accuse d'avoir adopté le « système de Rousseau ». Mais cette accusation ne paraît pas avoir une source sérieuse.

En résumé, le mouvement des idées au cours de la période d'éclosion de l'Indépendance se rattache non aux doctrines françaises, mais à une tradition de la pensée philosophique « criolla » inspirée des thèses de Suarez et du Jusnaturalisme, et qui servait mieux que toute autre, le projet politique du moment : revendiquer le pouvoir pour les « cabildos », d'où la classe moyenne « criolla » tire sa plus grande force, et fonder le droit à l'indépendance sur une tradition légale qui lui soit propre.

Pourtant, le panorama de la révolution change rapidement. La rébellion massive de 1810 avait ouvert les portes aux « criollos » en contact étroit avec le bas peuple; et celui-ci impose quelques-unes de ses propres revendications.

Bien que le congrès souhaité soit la junte nationale des « cabildos » le pouvoir réel repose sur la masse des paysans et sur la plèbe urbaine. Par ailleurs, le refus que l'oligarchie criolla elle-même oppose aux propositions de paix des insurgents accule ceux-ci à une attitude plus intransigente. En peu de temps, la révolution d'Indépendance acquiert une teinte radicale. A cette radicalisation correspond un changement dans les idées. Et c'est alors qu'on peut observer clairement la présence des théories de Rousseau.

Une première influence des doctrines françaises est liée à la participation des députés mexicains au Cortès de Cadix et à la promulgation de la Constitution Espagnole. En 1811, vingt députés de la Nouvelle Espagne arrivent à Cadix. Par leurs interventions aux Cortès nous pouvons déduire que leur pensée suivait la ligne traditionnelle décrite plus haut. De plus, on peut noter également de quelle façon ils se laissèrent influencer par un langage nouveau auquel ils n'étaient pas habitués. Dans les Cortès, en effet, il était de bon ton d'imiter l'Assemblée Nationale Française et il était mal vu de ne pas afficher des principes découlant des lumières. Les députés américains, non seulement sont fascinés par ce climat idéologique, mais beaucoup d'entre eux embrassent la cause du parti libéral espagnol et adhèrent à la Franc-Maçonnerie. De retour au Mexique, ils seront porteurs d'une nouvelle mentalité politique.



Miguel Hidalgo dans son manifeste indiqua que le Congrès devrait être composé par les représentants des villes et bourgs du royaume.

La Nouvelle Espagne accueille avec méfiance la Constitution de Cadix, mais certains découvrent en elle une arme idéologique insoupçonnée. En 1812, grâce à la liberté de la Presse, récemment promulguée, paraît au Mexique **El Pensador Mexicano** (le penseur mexicain) édité et rédigé par Joaquin Fernandez De Lizardi. **El Pensador Mexicano** peut-être considéré comme le premier périodique d'idéologie libérale moderne publié au Mexique. Les idées d'égalité et de liberté citadine y sont ouvertement défendues ainsi que celles prônant une constitution inspirée des précédents français et de la Constitution de Cadix. Fernandez de Lizardi adopte beaucoup de points de vue de Rousseau, tant en politique qu'en éducation.

L'influence de la Constitution de Cadix, et par elle des idées révolutionnaires françaises est responsable de deux concepts qui marquent une transformation importante dans l'idéologie de l'Indépendance. D'abord l'identification du mouvement avec la lutte générale que mènent les peuples contre le despotisme et en faveur des libertés individuelles.

Deuxièmement, l'attribution de la souveraineté à la « volonté générale » des citoyens au lieu des « corps constitués ». Principe qui implique la méconnaissance des institutions légales et la prétention d'édifier la nation sur de nouvelles bases. C'est cette volonté, qu'on remarque pour la première fois dans le Congrès de Chilpancingo, réuni en 1813, par José María Morelos. Dans le Congrès de Chilpancingo, on note la radicalisation des idées des insurgents en deux étapes très claires. Premièrement : le passage du « pacte social » en tant que pacte de sujétion concédé entre la nation et le monarque, à l'idée de « pacte » en tant que convention commune qui constitue la nation elle-même. Deuxièmement, de l'affirmation que la souveraineté réside dans la nation déjà constituée, à la thèse qu'elle appartient à la totalité des citoyens et se manifeste dans la volonté générale.

Le Congrès de Chilpancingo prend pour modèles l'Assemblée Française et le Congrès de Cadix. Comme eux, il se prépare à constituer la nation d'après l'état de nature. Il ne s'agit déjà plus d'une junte de représentants des « *cabildos* » et autres corporations, destinée à sauvegarder la souveraineté conformément aux lois fondamentales du royaume, mais d'un conclave de citoyens représentants de tout le peuple, mandatés pour instaurer un nouveau pacte social. Le « Décret Constitutionnel » d'Apatzingan, fruit principal du Congrès s'inspire des constitutions françaises de 1793 et 1795. Bien qu'il accepte des principes qui n'ont rien de « rousseauiste », comme celui de la séparation des pouvoirs et celui de la représentation, dans nombre de ces articles il révèle l'influence, directe ou indirecte, des doctrines de Rousseau.

Ainsi, l'article 5 établit que « la souveraineté réside originellement dans le peuple, et son exercice dans la représentation nationale, composée de députés élus par les citoyens ». L'article 3 ajoute que la souveraineté est « par nature imprescriptible, inaliénable et indivisible ». L'article 18 définit la loi comme « l'expression de la volonté générale tendant au bonheur commun ». L'article 24 explique en quoi consiste ce bonheur « le bonheur du peuple et de chacun des citoyens consiste dans la jouissance de l'égalité, de la sécurité, de la propriété et de la liberté, droits fondamentaux de l'homme en société ». L'article 19 établit l'égalité de tous les citoyens devant la loi, et le 20, dans un langage très rousseauiste, déclare que « la soumission d'un citoyen à la loi qu'il n'approuve pas est un sacrifice consenti par l'intelligence individuelle à la volonté générale ». En somme, comme le dit bien José Miranda, la Constitution d'Apatzingan, est de beaucoup la plus rousseauiste, des chartes politiques mexicaines ».

A cette époque la climat politique général dans les rangs des insurgents lui aussi avait changé. L'attitude par rapport à la tradition légale espagnole se transforme radicalement. Le thème dominant devient la négation des trois siècles de la colonie et l'édification d'une société entièrement nouvelle dans laquelle puissent se réaliser des valeurs contraires. L'acceptation des nouvelles doctrines correspond à ce changement d'attitude. Ainsi, tout comme le retour aux lois fondamentales du royaume et au « pacte social » originel répondait à l'aspiration à l'Indépendance en maintenant l'ancien corps social, mais en renforçant le pouvoir des « *ayuntamientos* », l'appel à la volonté générale et au congrès constituant répond au projet de fonder une nation nouvelle sur le rejet du passé. Les idées de Rousseau servent spécifiquement pour justifier ce projet.

Lorsque Agustin de Iturbide proclame l'Indépendance en 1821, le climat idéologique est très différent de celui des commencements du mouvement. L'influence de Rousseau y est de plus en plus grande. En 1822 est publié la première traduction et édition mexicaine du **Contrat Social**, par Severo Maldonado et circule librement.

Le parti d'Iturbide entre vite en conflit avec les libéraux et les anciens révolutionnaires. Il est intéressant de noter combien l'influence de Rousseau est présente dans les

deux partis. Le créateur de l'Indépendance, Iturbide, conservateur, pensait pour la Nouvelle Nation à une constitution modérée inspirée de la charte anglaise : mais il ne manquait pas d'utiliser le vocabulaire « rousseauiste ».

Devant le Congrès, qui s'oppose à lui, il réaffirme son autorité dans les termes suivants : « Depuis la proclamation de l'Indépendance — dit-il —, ma voix, par une exigence obligatoire, essentielle à l'action, est devenue l'unique origine de la volonté générale de cet Empire. J'avais le devoir de prendre en considération et d'adopter les véritables points de la volonté qui dans le sens politique s'appelle générale ». En dissolvant le Congrès et en assumant, de fait, le pouvoir suprême, Iturbide invoque avec adresse des idées « rousseauistes » : la souveraineté ne peut être représentée, comme le prétend le Congrès. Ainsi la même doctrine est utilisée pour justifier des prétentions opposées. Rousseau, l'un des théoriciens des congressistes, est utilisé contre eux. Pendant que la thèse de la souveraineté populaire sert de fondement à la lutte des démocrates contre Iturbide, son caractère intransferable et non représentable est utilisé par celui-ci pour affirmer son pouvoir. Exemple de la façon dont une même doctrine peut acquérir des significations différentes selon l'usage qu'on en fait.

A la même époque, les lignes fondamentales du libéralisme mexicain se consolident. C'est Vicente Rocafuerte qui contribue dans la plus large mesure à sa formulation. Les sources doctrinaires sont trois : d'une part, les théoriciens de l'Indépendance d'Amérique du Nord (Adams, Madison, Hamilton), de l'autre ceux de la Révolution Française (Montesquieu et surtout Rousseau), enfin les Cortès de Cadix et sa Constitution. Ainsi, à la fin du mouvement d'Indépendance, le panorama idéologique est très différent de ce qu'il était à ses débuts. A partir de 1822 et 1823 le mouvement libéral mexicain postérieur sera fixé sur la base des idées exprimées par Rocafuerte.

Nous pouvons proposer quelques conclusions :

L'interprétation qui voit dans les idées françaises des lumières un facteur important dans les commencements du mouvement d'Indépendance n'a pas de base historique, du moins dans le cas du Mexique. Par contre, l'influence de Rousseau est considérable dans une étape tardive de la Révolution, à partir de 1813 et au cours des années suivantes. Elle répond à la radicalisation de ce mouvement et sert de fondement théorique important au libéralisme mexicain.

Peut-être ce dernier fait explique-t-il le lieu commun d'où nous sommes partis. L'histoire libérale postérieure a tendu à projeter dans le passé sa propre idéologie. Le refus total du passé colonial conduisait par ailleurs les libéraux mexicains à situer leur lutte dans un mouvement d'émancipation spirituelle qui devait trouver ses origines hors d'Espagne. De là la tendance à attribuer aux idées philosophiques françaises le caractère d'un véritable moteur de l'Indépendance.

La vérité est plus complexe. Elle se fait jour lorsque nous inversons les points de vue de l'historiographie libérale. Ce ne furent pas les idées, philosophiques ou non, qui provoquèrent la révolution, mais une série de circonstances économiques, qui portent à accueillir, dans chaque cas, les idées qui peuvent servir, à les justifier. Les idées de Rousseau sont utilisées au moment où elles peuvent être utiles au projet de constituer de nouveau la nation mexicaine. De ce fait, et bien qu'elle n'ait pas été un moteur de l'Indépendance, la pensée de Rousseau joua un rôle important dans l'histoire intellectuelle du Mexique : elle présida à sa première constitution en tant que nation et resta incorporée à la doctrine libérale qui devait dominer tout le XIX^e siècle mexicain.

(1) Ce travail a été présenté au Colloque International de Rousseau qui s'est tenu à l'Université de la Rábida, Espagne, en août 1978. L'auteur a utilisé dans ce texte de nombreux paragraphes de son livre **El Proceso ideológico de la revolución de independencia**, U.N.A.M. 2^e édition, 1967.



Le Mexique est plus grand que ses problèmes

• Jesús Reyes Heróles

Jesús Reyes Heróles n'est plus

Juriste, humaniste et grand citoyen, Jesús Reyes Heróles est mort alors qu'il mettait en œuvre, sur les instructions du Président de La Madrid, une profonde réforme éducative.

Né à Tuxpan, Etat de Veracruz, en 1921, Docteur en Droit, diplômé de l'UNAM et ultérieurement de l'Université de Buenos Aires, il assumait, parallèlement à ses activités de professeur et d'écrivain, de nombreuses charges administratives et politiques : Conseiller à la Présidence de la République (1952-1958), Député au Congrès Fédéral (1961-1964), Directeur Général de PEMEX (1964-1970), Président du PRI (1972-1975), Directeur Général de l'Institut Mexicain de la Sécurité sociale (1975-1976), ministre de l'Intérieur (1976-1979), et enfin ministre de l'Education publique à partir de 1982. Auteur de nombreux essais historiques, Jesús Reyes Heróles était membre de l'Académie Mexicaine d'Histoire, membre honoraire de la Real Academia, et Docteur Honoris Causa de l'Université de Alcalá de Henares.

Mort en pleine activité, Jesús Reyes Heróles lègue au Mexique sa pensée et son exemple.

Déjà au temps de la Colonie, la gravitation de la population indigène amena une nette rupture avec la pensée dominante qui était d'inspiration scholastique classique. Bartholomé de las Casas et Vasco de Quiroga représentent le courant de l'humanisme mexicain du XVI^e siècle qui, à l'origine, était d'inspiration sociale. Vasco de Quiroga en persévérant dans l'utopie; Bartholomé de las Casas en soutenant la dignité de la personne, en condamnant l'oppression des défavorisés et en croyant fermement dans le libre consentement des peuples en tant que norme de gouvernement.

Plus tard, au XVIII^e siècle, le métissage de races et de cultures est souhaité par un riche et vaste courant d'humanistes du pays. Les humanistes du XVIII^e siècle croyaient pouvoir dépasser les juxtapositions et, grâce à la voie culturelle, ils imaginèrent la nation comme une synthèse apte à conserver les caractéristiques de ses composantes.

Avec ces humanistes commence la recherche d'une physionomie distincte, qui n'est ni la précolonie, ni la colonie.

Une synthèse qui ne renie aucune de ses composantes, en même temps qu'elle valorise et les utilise pour obtenir quelque chose de nouveau et de différent. De ce fait, nous n'avons constitué ni l'Anáhuac ni la Nouvelle Espagne.

Nous avons fait ce que nous sommes : le Mexique.

Les classes moyennes dispersées dans le pays, lectrices avides des idées nouvelles; le bas clergé en désaccord avec sa situation et avec ce qui se passait dans son milieu, et les cadres inférieurs de l'armée, en butte à une hiérarchie arbitraire, seront les supports du mouvement d'émancipation. C'est de ces couches sociales que vont surgir dirigeants et chefs qui lutteront pour que les idées libérales s'imposent dans un Mexique qui, précisément, sous le signe du libéralisme, veut être indépendant.

Des curés de campagne hétérodoxes et

proches de leurs ouailles, des avocats exaspérés par l'accumulation des fonctions, des honneurs et des affaires entre les mains des péninsulaires et des militaires de bas niveau qui souffraient aussi des effets d'une stratification rigide, allaient constituer l'embryon d'un soulèvement qui dans les déroutes forgea les étapes de sa future victoire.

Presque tous les prêtres, ruraux étaient les disciples des encyclopédistes des Lumières sans cesser pour autant d'être proches du peuple. Ils s'inspiraient de nos humanistes du XVIII^e siècle et de leur philosophie. Hidalgo, dont la maison était appelée « La petite France » et qui, lorsqu'il disserte sur la meilleure méthode pour étudier la théologie scholastique, s'écarte de l'orthodoxie, se rend compte que l'homme est conscience et que celle-ci est liberté. L'obstination coloniale, le monopole de la métropole l'incitent, dès lors, à lutter pour que le pays ne soit pas uniquement exportateur de minerais, pour qu'il diversifie ses productions. De là ses efforts pour implanter le mûrier, la vigne, la fabrication de la faïence et des briques. Chez Morelos, nous retrouvons Bartholomé de las Casas en étudiant ses idées sociales. Les humanistes du XVI^e siècle constituent, sans aucun doute, les racines profondes de ce grand insurgent.

Et nous avons également toute une pléiade d'insurgents représentatifs du monde dans lequel ils vivaient : Ignacio Allende qui vient de l'armée, de même que José María Licéaga; des avocats tels que Ignacio Aldama, Andrés Quintana Roo et Carlos María Bustamante, parmi lesquels se détache José María Cos, théologien dans le meilleur sens du terme, haut dignitaire de la Curie Romaine, théoricien marquant de l'insurgence. Parmi eux aussi un homme venu du peuple et demeuré avec le peuple : Vicente Guerrero.

Le 15 septembre 1810 est un grand moment du processus étroitement lié à la quête du Mexique. Et le même jour

commence un autre processus : celui qui va former la nation mexicaine. Il n'était pas possible de déraciner d'un seul coup le travail de trois siècles et d'élever le nouvel édifice. Le projet existait dans l'esprit des précurseurs, mais ils n'ignoraient pas que pendant longtemps encore ils leur faudrait détruire d'une main pour construire de l'autre.

Ceux qui participèrent à cette étape, feront partie de cette génération de la gloire qui triompha sur les échafauds. Ils savaient où ils allaient et ils mesureraient et pesaient les obstacles à franchir et le temps inexorable qu'exigerait la réalisation de leur idéal. Pour eux ne se présentait pas la tragique alternative : un développement rapide qui exige du sang pour prix de triomphe; ou la marche par degrés, petit à petit qui n'exige pas de sang, mais du temps. En réalité, le sang et le temps étaient également nécessaires.

A la génération de la gloire succède la génération de la douleur et de l'infortune. Des divisions, souvent bâtardes, affectent les entrailles mêmes de notre société. Une société qui flotte entre deux ordres, le colonial qui n'en finit pas de mourir et le moderne, séculier, qui n'en finit pas de naître, subit de douloureux déchirements et antagonismes irréductibles.

On voulait nous déformer avant de nous former. Ainsi éclate, dans le pire moment pour nous, la guerre avec les Etats-Unis. Nous avons cessé d'être ce que nous avons été et nous n'étions pas encore ce que nous allions être. La société mexicaine, se détruisit elle-même plus qu'elle ne fut vaincue. Les divisions internes, l'absence de voies à suivre, le manque de réalisme de la classe dirigeante, la frivolité des chefs rendaient prévisibles les résultats.

Au sein du drame et de la tragédie, ces hommes qui, invoquaient des droits et n'avaient pas de forces à opposer alors qu'ils négociaient la paix, nous laissèrent un héritage : s'ils subirent une diminution du territoire, ils purent conserver l'indépendance absolue. Devoir imprescriptible transmis à jamais par ceux qui, avec un héroïsme silencieux, durent négocier la paix pour terminer une guerre qu'ils n'avaient pas voulue.

La génération de la douleur fut telle parce qu'elle était consciente de son impuissance, parce que le projet dont elle rêvait était rendu impossible par l'aveuglement des uns et la superficialité ou les ambitions mesquines ou démesurées des autres. Ces hommes se plièrent sur eux-mêmes et tentèrent, par intermittence de changer les choses. Ils étaient les héritiers directs de ceux qui avaient commencé la lutte pour l'indépendance. Les survivants suivirent leurs traces, car ils avaient le même projet pour le Mexique : un pays indépendant, une société libre, formée par des hommes libres, le respect de la dignité de l'homme, la lutte contre tout ce qui

s'opposait à sa liberté d'esprit et à son bien-être matériel. Ils croyaient en la liberté, en la loi, et considérant la loi comme le produit d'une société démocratique et comme norme impérieuse aussi bien pour les gouvernants que pour les gouvernés; ils voulaient la justice dans la liberté et dans la loi et l'égalité devant la loi.

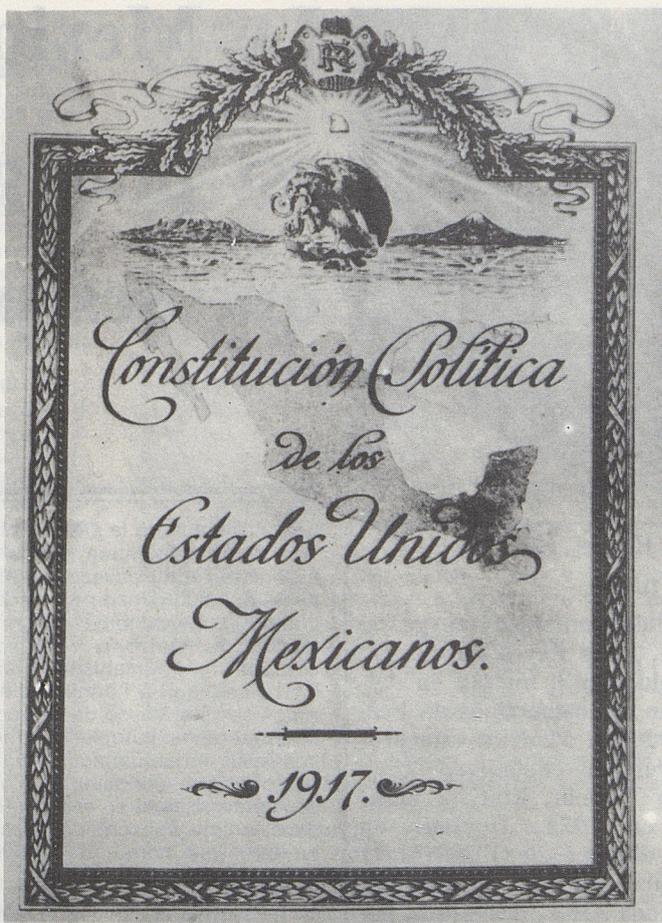
Les libéraux avaient des projets très précis, d'abord constituer l'Etat, le véritable Etat, afin que, partant de lui la nation continue à se faire. Ils ne prétendaient pas identifier société et Etat; ils aspiraient à un Etat qui fût l'interprète du sentiment et des nécessités sociales, et qui sût élever la société au rang de nation. Le congrès constituant de 1857 s'efforça d'ouvrir à la société une voie qui lui permit de devenir une nation. De nombreuses circonstances s'opposèrent à ce dessein et, peu après le pays dut faire face à la guerre de trois ans ou Guerre de Réforme, qui constitua un grand pas en avant sans possibilité de revenir en arrière. On nationalisa les biens de main morte, on supprima les privilèges ecclésiastiques, on proclama la liberté de conscience et des cultes, on établit la suprématie civile de l'Etat, on sécularisa la société, et on ordonna la

dissolution des restes de l'armée coloniale, facteur d'instabilité pendant de longues années.

Au cours de ces trois années, 1858 à 1861, on marcha à pas de géants. L'Etat se constitua dans cette lutte, pour lui et par lui, se constitua la nation. S'il est vrai qu'une nation ne peut se forger qu'en cet effort existentiel, le Mexique se fit avec tous ses antécédents, qui jaillirent de nouveau, à la lumière des combats durant ces trois ans. Cela explique qu'à l'époque de l'intervention française et de l'instauration du dit Second Empire, ce fut une patrie qui résista et qui gagna. Moins de vingt ans plus tôt, cette patrie nous ne la possédions même pas!

Après la longue interruption « porfirienne », qui maintint les formes et corrompit le fond et aux cours desquelles, dans le secret, les idées continuèrent à sourdre, ce fut la grande éclosion de 1910 qui retrouva et enrichit la ligne originelle, en la dotant d'aspects sociaux qui mettaient l'accent sur la terre et le travail.

Notre projet national et notre nationalisme surgirent d'un long et profond processus révolutionnaire. Pour cela,



justement pour cela, l'un et l'autre sont révolutionnaires.

La Révolution, dans son étape institutionnelle, a pu durer car elle a su conserver ce qui est bon et qui vient de loin et innover à la lumière de nouvelles réalités ou de nécessités impératives. Elle a su modifier des réalités et faire face à des nécessités en poursuivant des desseins et des idéaux éprouvés. Elle a affronté différents problèmes par des méthodes diverses, elle ne veut pas répéter aujourd'hui ce qui fut bon hier. Elle s'efforce de se maintenir à jour avec un esprit ouvert. Elle incorpore de nouveaux procédés, et adopte de nouvelles attitudes devant un monde différent. Elle ne se cache pas les difficultés. On n'oublie pas davantage les potentialités, les possibilités et les aptitudes pour agir. Nous restons loin de l'auto-satisfaction, mais aussi de l'autodénigrement. Notre société comporte des contradictions. Nous pouvons en résoudre quelques-unes, nous pouvons en concilier d'autres, et il n'en manque pas qui restent en attente d'un temps propice à leur mûrissement. Les contradictions ne doivent pas nous effrayer, mais nous devons nous en préoccuper et empêcher qu'elles deviennent irréductibles.

C'est dans cet esprit que nous affrontons la crise économique la plus sévère que nous ayons subie depuis cinquante ans au moins. On aurait pu la combattre en choisissant le chemin facile des solutions apparentes plus que celui de l'efficacité. Nous aurions pu nous résigner à considérer l'inflation comme une cinquième saison de l'année, et nous contenter de vivre avec elle. De la sorte, l'inflation devenue galopante, se serait convertie en hyper inflation, et ce

phénomène purement économique serait devenu politique, social et moral, aboutissant à l'érosion totale de l'économie nationale et à la décomposition de notre société.

Nous aurions pu également suivre la méthode classique : éliminer ou réduire au maximum les dépenses sociales, abandonner l'emploi à son sort, geler radicalement les salaires nominaux et, au nom de la facilité, cesser de protéger l'industrie qui irait inmanquablement vers son démantèlement.

Bien sûr cela était faisable. Mais en avait-on le droit ? En fait on a choisi le chemin le plus difficile, mais le plus juste : combattre de front l'inflation, en réduisant le déficit budgétaire, en éliminant les dépenses fictives, en faisant plus et mieux avec moins, en améliorant les prix et les coûts des entreprises parationales en quête d'équilibre, en développant l'efficacité et la productivité, en investissant avec rigueur et prudence, et en hiérarchisant strictement nos investissements, en réorganisant la dette extérieure et en instaurant des formules rentables pour le fonctionnement harmonieux et complémentaire des trois secteurs qui composent notre économie mixte sous le contrôle de l'Etat.

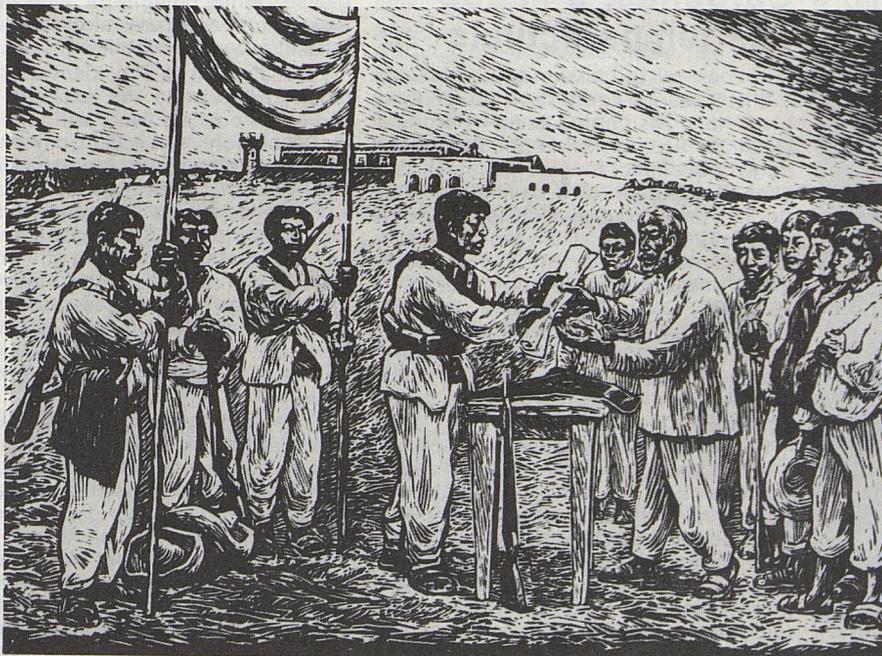
En réalité, il n'y avait pas d'autre chemin que celui-ci, si l'on aspirait à conduire le pays avec sérieux et modération, si l'on voulait une issue viable.

On empêcha, comme le dit le Président de la République, que la nation se défit entre nos mains. Il nous faut réaffirmer jour après jour les valeurs de la Patrie que nous avons eu tant de peine à former. Vingt mois ont prouvé que le chemin suivi est difficile mais praticable. Par lui nous avons progressé et obtenu

des résultats supérieurs à ceux que beaucoup espéraient; inférieurs cependant à ceux auxquels on aurait pu aspirer. Nous sommes convaincus que ce qui a été réalisé l'a été grâce à la solidarité du mouvement ouvrier et paysan du Mexique avec l'Etat et la société.

Tout cela a été fait en consolidant notre régime de libertés, notre Etat de Droit, et dans une aspiration constante vers une société plus juste. Nous avons établi diverses formes de participation de la collectivité qui embrassent la société dans son étendue et sa variété, en élargissant les ponts existants entre société et Etat et en en construisant d'autres, afin que toujours plus la société s'installe dans l'Etat, sans être absorbée par lui et sans détruire l'indispensable unité de l'action de celui-ci. De toute façon, la démocratie mexicaine va au-delà de la représentation politique; elle la complète grâce à ce lien société-Etat.

Une étape meilleure n'est pas derrière nous, elle est devant nous. Nos prédécesseurs ont œuvré en sachant qu'ils ne la verraient pas. Nous devons faire de même : nous ne la verrons pas, mais nous ouvrirons des voies pour que nos descendants puissent l'atteindre. Hidalgo et Morelos savaient que, dans certaines circonstances, ce qui est difficile c'est de choisir ce que l'on doit entreprendre. Ils choisirent ce qui était difficile. Ils ont fait notre histoire avec du sang, et le sang, en se transformant en esprit continue à nous guider. Le Président de la Madrid, face à la réalité, a choisi le chemin difficile, sachant que nous avons de multiples et gigantesques problèmes, mais que, selon ses propres paroles : « le Mexique est plus grand que ses problèmes ».



*Ce fut
la grande
éclosion
de 1910
qui mit
l'accent
sur la terre
et le travail.
Gravure
de Léopold
Mendez*



Le Mexique cinquante ans

après la

Le touriste qui arrive en avion au Mexique et visite ensuite cet accueillant pays trouve en grand nombre de bons hôtels et des plages équipées. Il connaît de magnifiques monuments aisément accessibles. Il circule par air ou sur des autoroutes et de voies asphaltées — à peu de frais, s'il le veut, grâce aux autocars qui sillonnent le pays.

Ce même touriste aurait peine à imaginer ce qu'était le Mexique à l'époque de la Révolution, voire encore il y a cinquante ou soixante ans, alors que le pays sortait à peine des affrontements, et qu'en dehors du cheval, le principal et souvent le seul moyen de transport était le chemin de fer de Porfirio Díaz, si fatigué par les guerres que les locomotives tombaient parfois en panne.

En 1946 encore, jeune professeur à l'Institut français de Mexico (IFAL) j'avais moi-même organisé jusqu'à l'isthme de Tehuantepec une « excursion archéologique » en car qui m'effraya fort comme responsable de trente passagers, car au-delà d'Oaxaca, en saison des pluies, nous ne passâmes pas une seule rivière sur un pont, avec, bien entendu, toutes les mésaventures imaginables, heureusement sans graves conséquences !

Ces « temps héroïques » même proches de nous, avaient aussi leur charme, car quelques années plus tard, pour une nouvelle excursion de l'IFAL aux monuments mayas de Palenque, cette fois, nos amis mexicains nous offraient un excellent train-couchettes spécial. Nous fîmes tant d'arrêts sur ce magnifique parcours que, derrière nous, le train normal en fut considérablement retardé. Ces souvenirs vieux de 35 ans paraissent d'un autre âge !

A cette époque le pays était totalement pacifié et sûr. Je puis en témoigner,

l'ayant parcouru presque en tous sens, non seulement sur les routes, les voies, ou les pistes (*brechas*) existantes, notamment sur ma puissante moto « Harley-Davidson », mais même à cheval dans les régions isolées où on ne pouvait voyager autrement et dont je ne garde que de bons souvenirs, encore que les incidents pittoresques n'y eussent pas manqué. Il y existait encore des relais de chevaux. L'hospitalité y était un devoir et avec quelques lettres de recommandation, on était partout très bien accueilli.

Cárdenas, à l'aube des temps actuels

Mieux sans doute que quiconque, c'est le Président Lázaro Cárdenas (1934/35-1940) qui est le point de départ du Mexique moderne que nous connaissons. Il appartient à la famille politique de la Révolution mexicaine, issue de Madero, Carranza, Obregon et autres, dont l'autorité s'est affirmée au cours d'une phase armée très dure qui va de 1910-1911 à la Constitution de 1917 (toujours en vigueur), et souvent bien au-delà avec ses séquelles de soulèvements et de troubles, en dernier lieu la guerre contre Calles des paysans catholiques, les Cristeros.

Cárdenas était de tendance socialiste — un socialisme national, d'autant qu'entre 1930 et 1942 le Mexique n'a pas de relations officielles avec l'URSS. Il est connu pour son audacieuse politique de nationalisation des principales ressources du pays, jusque-là en mains étrangères, en particulier du pétrole (devenu le PEMEX), mais son action va bien au-delà. Il est le principal auteur

d'une réforme agraire à grande échelle qui rend irréversible le démantèlement du latifundium : à lui seul il distribue aux paysans beaucoup plus de terres que tous ses prédécesseurs réunis (27,75 millions d'hectares contre 15,4 dans les vingt ans antérieurs). Il modernise et généralise l'*ejido* (une propriété collective exploitée individuellement) qui, depuis Zapata, donnait satisfaction aux paysans en reprenant et adaptant l'organisation du village communautaire. Originaire lui-même du centre-ouest, où les Cristeros étaient très nombreux, Cárdenas prend enfin une attitude entièrement nouvelle de pacification religieuse. Ainsi ramène-t-il la tranquillité dans un monde rural alors très majoritaire et à demi déstabilisé.

Parallèlement le Président associe de façon plus étroite les secteurs « paysan » et « ouvrier » au Parti politique de la Révolution, celui du gouvernement, dont il élargit ainsi les bases populaires. Le Président Calles avait eu auparavant le mérite de dépersonnaliser en droit ce Parti de « la famille révolutionnaire » ; en fait malheureusement il prétendit rester un « Jefe Máximo », une « éminence grise » guidant ses successeurs à la Présidence, ce qui obligea Cárdenas à le conduire poliment à la frontière pour mener à bien la politique qu'il avait choisie.

Le renforcement de l'Etat, voulu ou préparé par les chefs de la Révolution, est encore l'œuvre de Cárdenas, poursuivie et intensifiée par plusieurs de ses successeurs, en particulier dans le domaine économique par Miguel Aleman (1946-1952). Enfin et surtout Cárdenas, qui jouissait d'un prestige sans égal et d'une popularité quasi charismatique, ne conserva pas le pouvoir à la fin de sa présidence malgré le début de la guerre

ans

rès

la Révolution

● Professeur François Chevalier (1)

mondiale. Ce grand exemple de respect de la loi constitutionnelle allait peser sur le futur où, grâce à lui, la non-réélection est devenue une réalité politique hors de discussion et un facteur essentiel sur la voie d'une vraie démocratie au Mexique.

Ainsi a pu naître, puis s'affirmer un régime « sui generis » qui repose sur un compromis somme toute acceptable voire bénéfique pour tous, entre un socialisme devenu national et toujours fortement dirigiste à travers une série d'organismes d'Etat d'une part, puis un important secteur privé où d'utiles investissements étrangers, surtout nord-américains, sont dûment contrôlés, mais reconnaissent une influence au puissant voisin du nord.

Il serait difficile de ne pas voir un lien et une corrélation entre les choix de la Révolution explicités par Cárdenas et l'absence de tensions durables, la paix sociale et la continuité ou stabilité politique qui caractérisent le pays depuis plus d'un demi-siècle. Cette paix est elle-même à la base des énormes progrès du Mexique dans le même temps, liés à une croissance soutenue du PIB s'accéléralant de 4 et 5 % ou même 8 % l'an jusqu'à 1982, en partie compensée, il est vrai, par l'explosion démographique (2 à 3,4 % l'an...) qui en 50 ans a fait passer la population de quelque 20 millions d'habitants à près de 75 millions aujourd'hui.

• • •
A la veille de la Révolution qui éclata en 1910-1911, le Mexique était loin d'être une nation unifiée, dans un pays montagneux, compartimenté, aux ethnies diverses, malgré la construction de 22.000 km de voies ferrées et un ef-



fort dans le domaine scolaire, surtout localisé il est vrai à la capitale et à quelques villes. Le pays comptait au moins 75 % d'analphabètes, représentés en majorité par les communautés indiennes du sud et par des populations rurales métisses du centre et du nord. Ensuite la Révolution n'avait pas pu améliorer la scolarisation durant sa phase armée, malgré d'utiles projets d'éducation populaire. Mais les déplacements de population et les liens personnels qui attachaient les foules à tels chefs prestigieux purent déboucher sur un certain sens national — car il est plus facile de s'identifier d'abord avec une personne qu'avec la nation, qui est une idée abstraite.

Dès 1921-1924 un ministre de l'Education comme Vasconcelos réalisa une œuvre remarquable dans la construction d'écoles, la formation des maîtres et l'alphabétisation du peuple. Ce fut là ensuite un souci constant des gouvernements issus de la Révolution pour former le citoyen et l'homme nouveau selon leurs idées, même si après 1946 certains présidents mirent aussi l'accent sur le développement d'une infrastructure socio-économique, en particulier des voies de communication qui en fin de compte tendaient au même but.

Parallèlement, le Mexique fut sans conteste le premier pays du continent à entreprendre une tâche de défense, réhabilitation et instruction des populations indiennes, avec des institutions telles que l'*Instituto Nacional Indigenista* et

ses centres ruraux d'enseignement. Il s'agit là d'une filiale nationale de l'*Instituto Indigenista Interamericano* créé en 1940 au Mexique, où depuis longtemps des ethnologues comme Manuel Gamio, Moïses Saénz et Alfonso Caso s'occupaient activement de ces problèmes.



Le président Cárdenas, point de départ du Mexique moderne

L'enseignement reçut une nouvelle impulsion de Jaime Torres Bodet, deux fois ministre de l'Education en 1943-46 puis 1958-64, et entre temps Ambassadeur à Paris. Chaque fois le budget de l'enseignement était fortement accru et notamment la première fois on voyait presque doubler le nombre des écoles primaires et secondaires, tandis que la seconde fois était lancée la Campagne Nationale contre l'analphabétisme.

Sous le Président actuel, M. de la Madrid, le budget de l'Education est de beaucoup le premier de l'Etat, aux mains d'un éminent universitaire doublé d'un grand administrateur, M. Jesus Reyes Heróles, qui avait été notamment Directeur de Pemex et ministre de l'Intérieur. Protagoniste convaincu et enthousiaste de la démocratie politique, il menait à bien une œuvre difficile de décentralisation et renouveau de l'enseignement. En mars 1985 la mort est venue brutalement interrompre la tâche de cet homme intègre et efficace, qui était aussi pour nous un ami personnel. C'est là pour le Mexique et pour tous une grande perte qu'il ne sera pas facile de réparer.

Quant à l'établissement d'un vaste réseau routier, il a été l'objet d'un effort considérable qui a fait passer les 10 000 km. de bonnes routes de 1940 à près de 25 000 aujourd'hui, pour les deux tiers des voies asphaltées. La progression des véhicules à moteur est parallèle, avec quelque 4 millions d'unités aujourd'hui (4 ou 6 roues), dont près de 40 % il est vrai, dans une capitale à la croissance démesurée. En tous cas, la route n'a pas seulement favorisé la commercialisation des produits agricoles et forestiers. Plus profondément et mieux que la voie ferrée dans un pays généralement accidenté et montagneux, elle a socialement désenclavé des régions peuplées mais isolées des grands centres et de la capitale. Elle a contribué à moderniser le pays, à éliminer les « caciques » ou potentats locaux, et, en liaison avec l'école, elle a puissamment aidé à la formation d'une conscience nationale mexicaine.

Nous avons décrit ailleurs le phénomène comme « une révolution majeure au Mexique : la route », en notant aussi qu'elle a fait naître quelques nouveaux problèmes tels que des déboisements abusifs et les exactions dont sont parfois victimes des populations indigènes ou rurales mises brutalement en contact avec l'extérieur. Heureusement le Mexique est un pays qui prête la plus grande attention à ce genre de problèmes.

Aux axes des routes et voies ferrées s'est ajouté un réseau très dense de communications aériennes qui ont elles-mêmes un rôle considérable tant d'un point de vue interne que dans le développement du tourisme étranger, qui apporte beaucoup de devises et occupe de loin la première place en Amérique Latine. Outre le réseau hôtelier et les

plages équipées, aucun pays n'y compte autant de grands monuments anciens ou modernes.

Sciences, Lettres et Arts comme expression nationale.

La tradition universitaire est fort ancienne à Mexico puisqu'on y a célébré le 4ème centenaire de la fondation de l'Université, en 1527. Deux ans plus tard on inaugurerait la nouvelle et belle cité universitaire nationale, l'U.N.A.M., aux architectures hardies et à la décoration inspirée des arts indigènes, géante aujourd'hui. Plus orienté vers les techniques, un *Instituto Politécnico Nacional* fondé en 1937 est devenu une énorme « cité des arts et métiers ». Ces institutions liées à l'Etat n'excluent pas les universités et écoles privées dont certaines sont réputées, créant entre toutes une saine émulation.

A l'Université et ailleurs (notamment au C.O.N.A.C.Y.T., le C.N.R.S. mexicain) est activement pratiquée la recherche dans les sciences exactes, puis en biologie et en médecine (dont la cardiologie) etc... en même temps que dans les sciences économiques, sociales et politiques. Il y avait d'illustres précédents car à la fin du 18^e siècle, par exemple, Alexandre de Humboldt admirait le grand développement scientifique de l'Ecole des Mines de Mexico, sans équivalent alors, dit-il, aux Etats Unis. Dans le domaine des sciences humaines *El Colegio de México* s'ouvrait en 1940 sur l'initiative des réfugiés espagnols accueillis par Cardenas; il est devenu un grand centre international de recherches situé à proximité de la cité universitaire.

En province les universités, qui étaient 3 en 1930, se sont multipliées dans les villes moyennes. Des institutions comme le grand *Instituto tecnológico* de Monterrey ont essaimé ailleurs. La décentralisation atteint de plus la recherche avec les nouvelles filiales locales de *El Colegio de México* et autres établissements.

L'institution la plus typiquement mexicaine est sans doute l'*Instituto Nacional de Antropología e Historia* (I.N.A.H.), créé en 1939, qui a regroupé les principaux organismes s'intéressant aux civilisations indigènes et au passé colonial ou national du pays, dont les directions des musées, des monuments, et des fouilles archéologiques. Le Mexique a eu là un rôle pionnier en devançant les autres pays dans le domaine de « l'ethnohistoire », qui représente aujourd'hui une des orientations les plus novatrices des sciences humaines.

Dans le domaine des Lettres et des Arts nous ne citerons que pour mémoire quelques grands noms d'écrivains ou d'artistes disparus depuis dix ans, vingt ans ou plus, mais qui ont marqué et marquent encore notre temps : à côté de l'humaniste Alfonso Reyes, les romanciers de la révolution, surtout Mariano Azuela (« Ceux d'en Bas »...) et Martín Luis Guzmán (« L'ombre du chef »...) aux remarquables analyses à valeur sociologique et socio-politique. C'est encore la Révolution et parfois un socialisme indigéniste, qui ont inspiré les peintres figuratifs Orozco, Diego Rivera, Siqueiros... aux fresques monumentales.

Aux limites de l'abstrait Rufino Tamayo, lui, cultive un genre souvent plus proche du tableau de chevalet où se font jour des influences indigènes, visibles aussi chez beaucoup de jeunes, tel Francisco Toledo. La tendance mondiale qui ramène plutôt à l'art figuratif rejoint maintenant une tradition ininterrompue au Mexique, tels Raúl Anguiano, José Luis Cuevas, Leonora Carrington, Juan Soriano, Alberto Gironella et d'autres plus jeunes ou très jeunes.

Les écrivains actuels les plus réputés sont Octavio Paz qui analyse l'âme mexicaine (« Le labyrinthe de la solitude »...), Carlos Fuentes (« Terra Nostra »...), Juan Rulfo, avec « Pedro Páramo » et ses paysans mexicains qui sortent d'un rêve; Juan José Arreola influencé par Borges, Elena Poniatowska (une Mexicaine née à Paris), Salvador Elizondo... Citons encore Luis Spota, qui mériterait d'être mieux connu en Europe, car ses romans sont souvent de fines analyses du monde politique actuel au Mexique.

En fin de compte les écrivains et artistes mexicains revendiquent l'héritage de leurs grandes civilisations indigènes sans pour autant refuser la latinité, à travers l'Espagne bien sûr mais aussi la Révolution française, comme résultat, depuis des siècles, d'une longue intégration ethnoculturelle. C'est une culture profondément originale qu'ils ont singulièrement développée et affirmée depuis la Révolution mexicaine.

Les impératifs de la démographie.

L'explosion démographique au Mexique est liée à l'amélioration générale de l'Etat sanitaire et à la réduction de la mortalité, surtout infantile, qui a diminué de plus des deux tiers depuis cinquante ans, alors que la natalité conservait un très haut niveau. Bien que le rythme de croissance de la population semble se réduire depuis peu (de 3,6 %

à 2,4 % entre 1975 et 1985) le Mexique est passé de 18 millions d'habitants à 51 vers 1970, et à près de 75 millions en 1985 - outre dix à douze millions aux Etats Unis, dont sans doute la moitié en situation peu régulière.

Plus des deux tiers de la population mexicaine ont moins de vingt cinq ans, ce qui représente un facteur dynamique que pourrait souvent lui envier l'Europe. Mais une explosion démographique de cette ampleur pose aussi de redoutables problèmes en limitant l'amélioration du niveau de vie que devrait apporter une croissance économique soutenue. Le chômage et le demi-chômage sont considérables. Dans un pays de sierras au sud et de pluies irrégulières au nord, les zones rurales sont souvent surpeuplées et les paysans émigrent, soit aux Etats Unis s'ils le peuvent, soit vers les grandes villes, principalement à Mexico dont l'agglomération compte quelque 18 millions d'habitants. C'est probablement la plus grande ville du monde, mais cette croissance record pose là des problèmes d'eau, de logement, de transports, de scolarisation..., d'emploi surtout, quasi insolubles à très court terme.

Aux Etats Unis les couches récentes d'immigrants se sont ajoutées aux *Chicanos* nés ou anciennement fixés dans les Etats du sud. Bien que loyaux citoyens américains, ces derniers manifestent depuis une vingtaine d'années un nouvel attachement pour leur langue et leur culture propre, d'où de nombreux groupements et écoles bilingues qui, du Texas à la Californie, tendent à faire de l'espagnol-mexicain la langue complémentaire de l'anglais.

Agriculture et mise en valeur des terres.

Le Mexique n'est pas un pays naturellement favorable à l'agriculture, car montagneux au sud et dans les deux Sierras Madres, puis sec ou semi-aride vers le nord. Comme suite à la politique agraire, des efforts et investissements considérables ont été mis en œuvre à travers des organismes d'Etat pour développer l'irrigation, particulièrement entre 1940 et 1960 ou au-delà. Ainsi ont été aménagés au sud les bassins des grands rios Papaloapan et Grijalva, puis surtout au nord-ouest une série de vastes périmètres irrigués, qui ont fait naître ou ont développé de nouvelles classes d'agriculteurs modernes, pour la plupart propriétaires ou fermiers qui produisent beaucoup pour l'exportation.

Ainsi la production agricole a-t-elle augmenté régulièrement de 4,6 % l'an de 1950 à 1966. Elle a fléchi rapidement par la suite, et à 2 % l'an au moins elle n'a même plus suivi la croissance dé-

mographique, obligeant le Mexique à importer des céréales alimentaires. Pourquoi ? C'est que la masse paysanne n'a été touchée qu'en partie par cette extension des cultures riches. L'*éjido* y a une place limitée parce que la petite exploitation familiale qu'il représente est moins adaptée à une grande production de haut rendement. Mais si les ruraux ont diminué en pourcentage depuis Cárdenas (de 65 % à 40 ou 43 % de la population), il arrive souvent qu'ils aient augmenté en nombre sur les terres en majorité non irriguées ou montagneuses de L'*éjido* traditionnel. Il y a ainsi des millions de paysans sans terres ou détenteurs de quelques hectares devenus insuffisants, surtout en terres « froides », à assurer une vie convenable à des gens dont les besoins se sont accrus depuis cinquante ans. Doit-on donner une priorité au rendement et à la productivité agricole des zones bonifiées ou non dans un pays qui a un besoin urgent d'accroître sa production alimentaire ? Ou bien le critère social doit-il l'emporter sur le critère économique, pour limiter le reflux sur les villes des paysans sans terres voués à y être des chômeurs ? Notons qu'à moindre échelle et de façon moins aiguë des problèmes parallèles se posent parfois en Europe pour la petite propriété paysanne, qui n'est plus très viable d'un point de vue économique mais dont la disparition accroît le chômage.

Conscients de ce problème, les Présidents ont repris puis fortement accru les attributions de terres aux *ejidos* à partir de 1958/60. En fait il s'est agi surtout de pacages ou zones de médiocre valeur, faute désormais de bonnes terres dis-

ponibles. Le « boom » pétrolier antérieur à la crise a permis au moins de combler par des importations les déficits en aliments de base. En tous cas aucun gouvernement n'a voulu toucher à l'*ejido* qui a aussi valeur de symbole politique, malgré les attaques dont il est l'objet parfois de la part de certains technocrates. Il ne faut d'ailleurs pas exagérer les critiques : en revisitant à trente ans de distance des *ejidos* de « terres chaudes » où on pratique une double récolte, nous y avons constaté d'évidents progrès sur le passé et un niveau de vie fort acceptable pour les cultivateurs. Malgré les bas prix des aliments essentiels pratiqués par le gouvernement pour des raisons évidentes, les derniers présidents veulent accroître la production vivrière en revitalisant l'économie paysanne des *ejidos*.

Mines et industrialisation.

Jadis les mines d'argent assuraient au moins les trois quarts des exportations du Mexique, mais depuis un siècle les « sous-produits » de l'argent ont pris une importance croissante : surtout des mines du nord ont extrait au moins 500.000 tonnes de plomb, de zinc et de cuivre. Depuis 1961 la part des capitaux étrangers, jusque-là très fortement majoritaire, ne peut en aucun cas dépasser 49 % du total.

Le Mexique a eu en 1900 à Monterrey les premiers hauts fourneaux d'Amérique Latine. Actuellement la production d'acier est de plusieurs millions de ton-



Une production d'acier de plusieurs millions de tonnes grâce au développement du complexe sidérurgique de Ciudad Cárdenas - Las Truchas.

nes et s'accroît beaucoup avec le récent et puissant développement du complexe sidérurgique de Ciudad Cárdenas - Las Truchas, sur le Pacifique, créé et contrôlé en majorité par l'Etat. L'ensemble a surgi dans une région que nous avons encore connue vers 1950 comme une des moins peuplée et des plus isolées du pays.

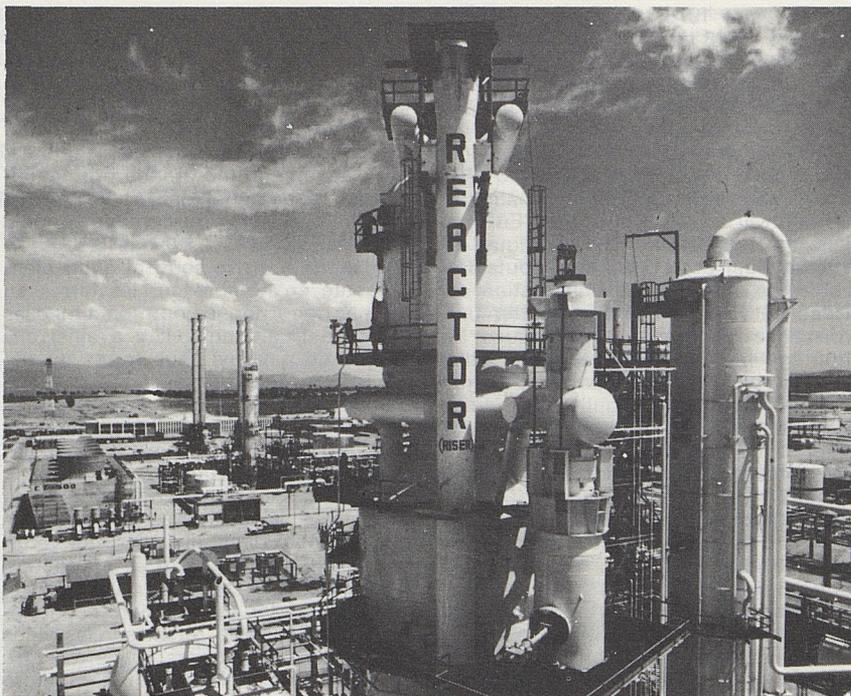
A partir de la 2ème guerre mondiale l'industrialisation a été poussée par le gouvernement de façon prioritaire, en même temps que les infrastructures et le développement de l'énergie, notamment d'origine hydraulique - celle-ci restant néanmoins très minoritaire face au pétrole, dont il sera question. A côté des anciennes et importantes usines textiles, souvent modernisées (aux mains notamment de familles originaires de Barcelonnette), puis des sucreries et des grandes brasseries, sont nées de nombreuses et puissantes industries nouvelles. Leur création a été favorisée par divers organismes d'Etat semi-autonomes, et en premier lieu par la *Nacional Financiera* appuyée par le *Banco de México*, la banque nationale d'émission des billets qui jouit en outre d'un droit de participation sur toutes les banques du pays.

Il s'agit de la pétrochimie, à proximité des puits de pétrole du golfe Atlantique et de l'Isthme; de la chimie minérale plus dispersée; de la construction de matériel ferroviaire, de camions et d'automobiles; des fabriques de matériel électrique, surtout électro-ménager... etc, avec une certaine concentration, dans la grande ceinture de la capitale. Ces industries couvrent non seulement l'essentiel du marché mexicain (dont le grand México représente 40 à 45 %) mais exportent en outre une partie de leur production.

Ajoutons y encore la construction, extrêmement active dans une capitale qui croit démesurément. Au total la part des industries dans le P.I.B. était de 36,3 % en 1976 (contre 9,2 % pour le Primaire - et 54,5 % pour un Tertiaire très important, on le voit).

Le « boom du pétrole et la crise récente.

Jusqu'à une date récente - moins de dix ans - le pétrole, quoique première source d'énergie au Mexique, n'y occupait pourtant pas une place exceptionnelle dans une économie somme toute assez diversifiée et équilibrée. S'il est vrai que vers 1925 le pétrole mexicain avait représenté jusqu'au quart de la production mondiale, il était alors totalement aux mains de compagnies anglaises et nord-américaines et il ne laissait au pays qu'un très faible bénéfice. Après la nationalisation du pétrole par



Cárdenas, le boycott par les compagnies fit baisser la production de « Pemex », qui reprit cependant en raison de la forte demande provoquée par la guerre. Dans les trois décennies qui suivent la production d'hydrocarbure couvrit les besoins très rapidement croissants du Mexique, mais sans représenter plus de 3 % des exportations.

Quand brusquement en 1973 les prix mondiaux du pétrole doublèrent, le Mexique dut en acheter très cher à l'étranger. D'où un *challenge-réponse* qui réveilla et stimula l'extraction et surtout la prospection de nouvelles nappes, jusque-là négligées. Les résultats dépassèrent toutes les espérances, prouvant des réserves gigantesques d'au moins 10 milliards de tonnes ! Sous la présidence de M. José López Portillo (1976-1982) la production mexicaine de pétrole croissait alors démesurément à partir de 1977, faisant passer sa part dans les exportations de 13,8 % à 47,3 % en 1981 (sans compter le gaz). Les grandes banques américaines et internationales rivalisaient d'offres de crédit à intérêts très élevés non seulement pour développer de nouvelles techniques d'extraction, mais aussi pour financer un plan grandiose de développement du Mexique. De là, dans une atmosphère de totale euphorie, un endettement à la mesure de ces projets. Les dettes s'alourdissent encore en 1981 quand une baisse inattendue des prix mondiaux, non acceptée au Mexique par le pouvoir, y provoqua la chute des exportations d'hydrocarbures et un grand manque à gagner. En fin de compte le pays allait se trouver débiteur de quelque 80 milliards de dollars de

dettes extérieures (annonce officielle d'août 1982) dont les échéances ne pourraient plus être respectées.

De là une inflation galopante et une flambée des prix obligent dès janvier 1982 à une première dévaluation du peso et au contrôle des changes, fortement accentués en août, avec un double change du dollar qui est passé réellement de 27 à 90 pesos et continue à s'élever. En décembre 1982 encore une dévaluation supplémentaire s'impose au nouveau président à peine installé. Des mesures d'urgence et un plan d'austérité sont décidés parallèlement à l'octroi d'un moratoire par les banques internationales pour sauver la monnaie; de nouveaux crédits sont négociés et obtenus, notamment du Fonds monétaire international.

Bien que toutes les classes sociales fussent touchées, surtout les plus modestes et les classes moyennes, des particuliers et les banques avaient pu mettre à l'abri plusieurs milliards de dollars: saisissant l'occasion, le 1^{er} septembre 1982 le Président López Portillo annonça en représailles la nationalisation des banques et un total blocage des comptes.

Non sans quelque scepticisme assorti de l'humour mexicain, la mesure fut bien accueillie par les syndicats et par une bonne partie de l'opinion populaire urbaine, dont momentanément au moins elle orienta les ressentiments contre les gros exportateurs de capitaux ainsi visés. C'est un fait, en tous cas, qu'il n'y a pas eu dans le pays de grave mouvement de protestation ni depuis lors, malgré la dureté des temps.

Le nouveau Président, M. Miguel de La Madrid, au pouvoir depuis le 1^{er} décembre 1982, a pris l'attitude énergique que commandait la situation. Entouré d'économistes et de techniciens, les quatre priorités qu'il a retenues pour 1985 montrent le sens de sa politique d'urgences :

- 1) maintenir les efforts pour réduire l'inflation,
- 2) moderniser l'économie pour appuyer la reprise,
- 3) augmenter le salaire réel et l'emploi .
- 4) réformer les finances de l'Etat et réduire le déficit du secteur public.

La conjoncture mondiale n'est certes pas favorable, avec un dollar surcoté, les taux très élevés d'intérêt de la dette et un marché instable du pétrole. Au Mexique l'inflation n'en a pas moins nettement diminué depuis 1983 (où elle dépassa 100 %). Elle est encore préoccupante, la hausse des prix restant de l'ordre de 60 % en 1984, avec un objectif de moins de 40 % l'an pour la dévaluation du peso.

Heureusement l'économie mexicaine est en voie de récupération. Après les très fortes croissances du P.I.B. (7-8 % l'an) et sa chute de 5 % en 1983, la

marche ascendante a repris avec +3,5 % en 1984 et un mieux évident, notamment dans la construction. La balance commerciale offre un solde positif de plus de 13 milliards de dollars, qui n'est pas exclusivement tributaire du pétrole, car les exportations autres ont augmenté de 30 %. Cet excédent est absorbé, il est vrai, par les seuls intérêts de la dette, que M. de La Madrid tient à acquitter très ponctuellement. « Le plus rude est derrière nous » mais il reste fort à faire, comme l'a dit le Président.

C'est le cas notamment dans le domaine des entreprises paraétatiques, dont la liquidation ou le transfert de 236 d'entre elles ont été décidés comme non-rentables ou non-prioritaires, sans nullement remettre en cause le contrôle par l'Etat des secteurs-clés de l'économie. De grands efforts sont faits avec le ministre des Finances, M. J. Silva Herzog, pour réduire les déficits, limiter les dépenses de l'Etat et assainir la situation financière.

Dans ces conditions, on le devine, le plus difficile est d'augmenter le salaire réel et l'emploi. Bien qu'on calcule officiellement à 476 000 les nouveaux postes de travail créés en un an, il y a des millions de chômeurs, fût-ce partiels, qui pour survivre doivent surtout faire

appel à la solidarité familiale, heureusement développée au Mexique. La vie est sûrement très dure pour de vastes secteurs de la population, qui vont des plus modestes jusqu'aux classes moyennes de salariés ou de professions libérales, tous sévèrement touchés par les hausses des prix. Aussi l'Etat subventionne-t-il les produits alimentaires de base, comme aussi très largement les transports urbains dans le grand Mexico - qui sont quasi gratuits dans le métro et les autobus populaires.

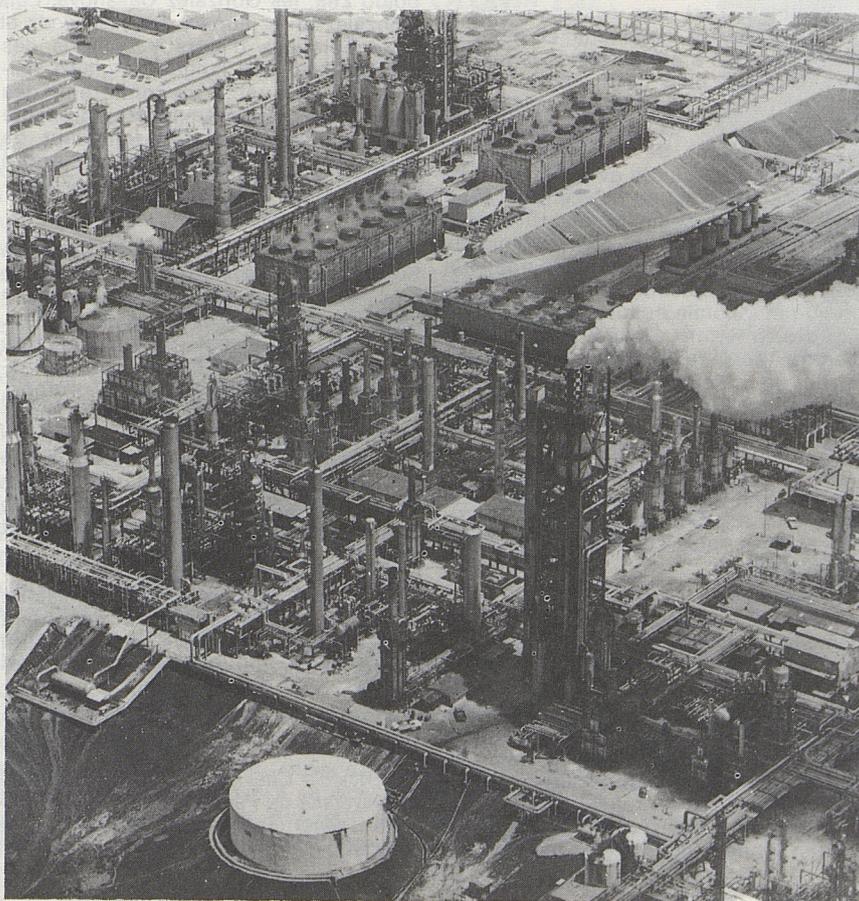
Décentralisation et renouveau moral.

Le président est pleinement conscient de l'ordre d'urgence de ces problèmes, du poids des sacrifices à consentir et de la voie ardue qui reste à parcourir. Mais M. de La Madrid ne voit pas que les côtés socio-économiques des questions. Il insiste en particulier sur sa volonté de décentraliser et démocratiser la politique d'une part, et sur la nécessité d'un renouveau moral d'autre part.

Sur le premier point les déclarations et les projets n'ont certes pas manqué dans les derniers sexennats. Il y a eu des progrès. La liberté d'expression est considérable, et on ne se fait pas faute de critiquer le gouvernement. Les élections sont maintenant honnêtes et le Parti officiel, le P.R.I., rallie effectivement la majorité des suffrages, même si les abstentions atteignent la moitié des inscrits. Mais on ne peut pas non plus aller trop vite dans un pays où, malgré des progrès évidents, une fraction encore importante de la population reste politiquement marginale et toujours susceptible d'être manipulée de l'intérieur ou - pire - de l'extérieur.

Le choc psychologique de la crise est en tous cas un élément nouveau pour vaincre certaines résistances d'intérêts acquis au sein du Parti officiel et de puissants syndicats plus ou moins liés à lui. Significative à cet égard a été l'action du ministre de l'Education, M. Reyes Heróles, pour imposer aux leaders syndicaux de la capitale une adaptation de l'enseignement aux réalités régionales. On voit de même les premiers résultats des efforts pour accroître les moyens financiers et le poids de municipalités démocratiquement élues, et non plus imposées d'en haut. On tente enfin de décentraliser les pouvoirs de décision et donner plus de responsabilités aux individus et aux collectivités intéressées pour assurer leur participation plus active à la vie régionale et à la conduite des affaires.

Enfin M. de La Madrid a touché le point sensible de l'absolue nécessité d'une administration plus honnête des ressources de l'Etat et d'un renouveau moral du haut en bas de la société. En obligeant à une comptabilité très serrée



des deniers publics, le moment est favorable pour une prise de conscience tant collective qu'individuelle, principalement au niveau de ceux d'où vient l'exemple. Actuellement le progrès est certain. Ainsi la plus grave crise qu'ait souffert le pays depuis un demi siècle a-t-elle du moins ce premier résultat positif.

La politique extérieure du Mexique.

Quant à la politique extérieure du pays, elle est active, remarquablement constante et toujours orientée vers le désarmement et la paix. En 1982 c'est même un Mexicain, le juriste et Ambassadeur Alfonso Garcia Robles qui a mérité le Prix Nobel de la Paix. M. Jorge Castañeda, qui était ministre des Relations extérieures des gouvernements successifs issus de la Révolution. Le Mexique est membre du Conseil de Sécurité, ce qui implique de graves responsabilités dont il s'acquitte avec honneur, équité et efficacité.

En voie d'émerger du Tiers Monde, le Mexique représente un intermédiaire important dans le dialogue Nord-Sud, intensifié précisément dans la conférence de Cancun qu'organisèrent MM. López Portillo et Castañeda et à laquelle s'est particulièrement intéressé le Président Mitterrand. Les efforts se poursuivent et des négociations globales doivent être entreprises. Beaucoup plus avancée encore est la phase de rénovation du Droit de la Mer, qui après douze ans de travaux intensifs a abouti en 1982 à une Convention Générale votée à une écrasante majorité — mais sans l'approbation des Etats Unis... Là encore la délégation mexicaine présidée tout ce temps par M. Castañeda a pris part avec autorité à de laborieuses discussions.

Le Mexique joue un rôle essentiel en Més-Amérique et dans les Caraïbes, d'abord en fournissant du pétrole dans des conditions très favorables à des pays en difficulté parce qu'ils en sont dépourvus. Et surtout à travers « le Groupe de Contadora » (formé en 1983 avec le Venezuela, la Colombie et Panama) qui s'efforce d'éviter en Amérique Centrale l'affrontement Est-Ouest par personnes interposées, en amenant à négocier les adversaires aux prises dans cette partie très déstabilisée du monde.

Les Etats Unis ont le plus grand intérêt à maintenir des relations de bon voisinage avec quelques 75 millions de Mexicains qui sont à leurs portes et des millions d'autres qui habitent ou transi-

tent chez eux. Malgré les problèmes ou malentendus inévitables entre voisins si différents, le Mexique a lui-même besoin des Etats Unis ou de leurs bons offices, surtout en temps de crise. La géographie et la raison invitent donc à avoir des rapports mieux que corrects, si possible cordiaux, dans la dignité et le respect mutuel entre partenaires inégaux.

Le Mexique qui, largement, se trouve d'ailleurs dans ce que son grand voisin considère pour soi une zone de sécurité, est un des rares pays d'Amérique Latine dont l'armée, pour être moderne, ne représente qu'environ 7 % du budget national en évitant les plus coûteux frais d'armements. De là des transferts sur les secteurs sociaux jugés prioritaires. Enfin depuis le triomphe de la Révolution les militaires ne sont plus jamais sortis de leur rôle. Au Mexique, souvent mieux qu'ailleurs, on a tout lieu de prévoir un avenir clair pour les institutions démocratiques et la continuité d'une politique de concorde et de paix.

... Et des liens avec la France.

D'emblée c'est une évidence que la langue française n'est pas et ne sera plus ce qu'elle a été au Mexique jusque vers 1914 ou plus tard encore. Il y a certes quelque faute de la part de la France, dont par exemple les livres sont les plus coûteux de tous hors de ses frontières, sans que le gouvernement se soit jamais attaqué au problème, malgré bien des avertissements. Mais il y a là des raisons beaucoup plus profondes, car au Mexique l'indépendance politique s'est doublée ensuite d'une bien plus grande autonomie culturelle vis à vis de l'ancienne métropole espagnole d'abord, puis de l'Europe et essentiellement de la France, très à l'honneur au siècle passé. En particulier depuis la révolution de 1911 une culture nationale très originale s'est affirmée et a pris l'essor que l'on sait dans tous les domaines. Enfin au Mexique le poids des Etats Unis si proches est tel que la langue anglaise, plus qu'ailleurs, y est quasi-nécessaire.

Mais de très réelles affinités latines demeurent, fondées sur une tendance à conceptualiser ou abstraire du concret des principes et des lois générales, selon la tradition juridique de Rome si différente du pragmatisme anglo-saxon; fondées aussi sur des origines religieuses communes, le catholicisme romain, qui même oublié ou refusé, tend encore à structurer la pensée et les comportements; fondées enfin sur la foi dans les

droits universels de l'homme et les idées proclamées par la Révolution Française. Entre la France et le Mexique ces affinités ne s'embarassent pas des médiocres conflits ou malentendus que créent une frontière commune, voire avec l'Espagne quelque mémoire de sa dernière invasion, celle de Napoléon. De l'expédition du neveu au Mexique, le peuple mexicain n'a retenu, quant à lui, que sa victoire à Puebla et les pantalons rouges des zouaves, comme l'a montré en 1962 un concours de peintures d'enfants des écoles primaires de Mexico dans une belle exposition de l'I.F.A.L., devenue une manifestation d'amitié entre nos deux pays.

Voisins enfin de la plus grande puissance du monde, les Mexicains puisent volontiers à d'autres sources pour tempérer une présence massive qui ne manque pas d'un certain pouvoir d'acculturation. De là un intérêt renouvelé pour la culture européenne, en particulier latine, hispanique, française — et beaucoup d'échanges universitaires. Ajoutons — pour évoquer de meilleurs souvenirs que des militaires — les « tables rondes » franco-mexicaines de l'I.F.A.L., fréquentées vers 1950-1960 par nombre de personnalités déjà citées et bien d'autres encore, tels les regrettés Alfonso Caso, J. Silva, Herzog père, J. Reyes Heróles... puis Silvio Zavala, Leopoldo Zea, les González Casanova, Luis González et la plupart des historiens et anthropologues d'alors y compris des mexicanistes de langue anglaise. Si queiros, Bunuel... y donnèrent des conférences, comme aussi, du côté français, Paul Rivet — le fondateur de l'I.F.A.L. —, Jacques Soustelle, André Malraux, Fernand Grardel, Pierre Mendès-France...

Parallèlement ou mieux encore, en France et en Europe on s'intéressait de plus en plus au Mexique, qui devint alors si l'on peut dire, « à la mode ». Mais la mode est désormais une constante. L'intérêt est devenu permanent, plus général et plus profond, comme le montrent la vogue des manifestations mexicaines de Paris, le nombre croissant de voyages ou de visites sur place, puis d'études, de recherches ou de thèses que font sur le pays de nombreux jeunes Français, notamment dans notre Université de Paris 1 - Sorbonne. Ce succès se fonde sur le prestigieux passé du Mexique et une histoire passionnante, sur un présent débordant de jeunesse et de sève, comme aussi sur un avenir qui semble plein de promesses.

(1) François Chevalier, Professeur émérité à l'université de Paris 1 (Histoire de l'Amérique Latine) Ex-Directeur de l'I.F.A.L. à Mexico.

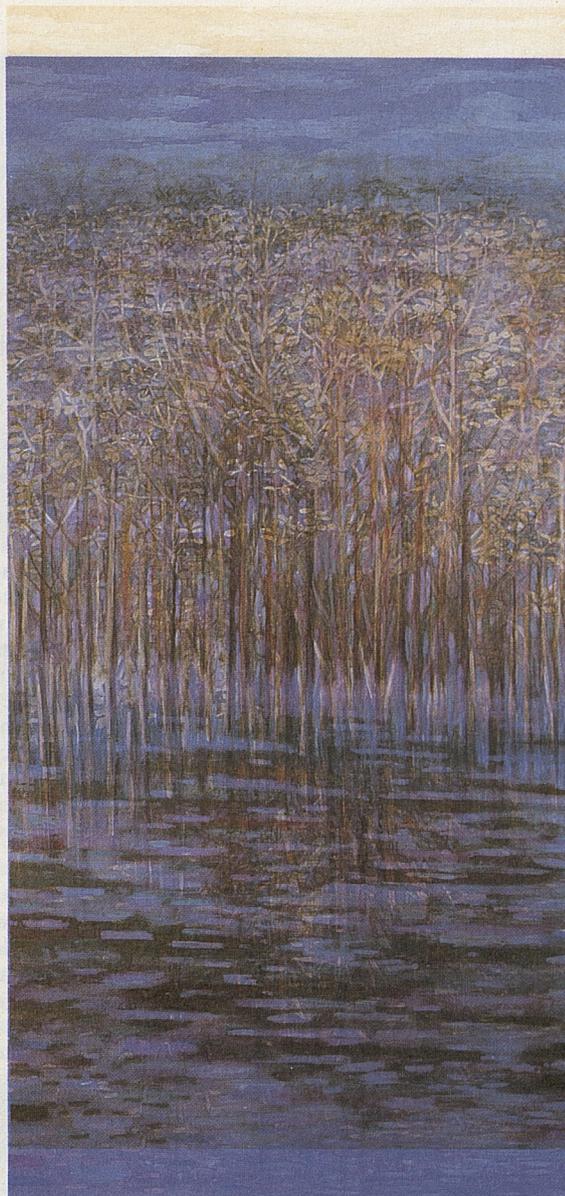
Une exposition

de

Juan SORIANO

● Octavio Paz

Le langage de la peinture, comme tout langage artistique, est intraduisible. Ce que dit le tableau est sous nos yeux : ce sont des formes et des couleurs. Mais il y a autre chose : la question qu'il nous adresse, la vision qu'il nous impose, le secret qu'il nous révèle ou le pont qu'il nous tend pour que nous pénétrions dans telle ou telle réalité. C'est-à-dire ce qu'il est convenu d'appeler, un peu vaguement, la signification du tableau. Mais le sens d'une peinture ne peut être réduit à des mots ni à des concepts ; l'œuvre désigne et vise toujours un au-delà (ou un en-deçà) que les mots sont impuissants à exprimer. Les tableaux, comme les poèmes, s'expliquent par eux-mêmes. Ils n'ont pas besoin d'interprètes pour dialoguer avec nous : il suffit de les voir. La conversation s'établit directement, sans intermédiaires, sans mots, comme dans l'amour, ou d'autres actes décisifs de l'homme. C'est une question de regard : regarder et se laisser regarder, tout est là. Ainsi la mission du critique consiste-t-elle moins à expliquer une œuvre qu'à la rapprocher du spectateur : débarrasser notre regard et notre esprit des toiles d'araignée qui les encombrent, placer le tableau sous le jour le plus favorable. En somme, les mettre face à face : inviter à la contemplation, provoquer la rencontre silencieuse. Tout le reste - ce que le tableau suscite en nous - ne relève pas de la critique proprement dite, mais de la recreation artistique. C'est notre réponse à ce que l'artiste nous dit. Et dans la profondeur, la richesse, la tonalité de cette réponse réside l'efficacité de l'œuvre d'art, sa fertilité.



JUAN SORIANO :
CINQUANTE ANS
DE CREATION

Peu de peintres mexicains suscitent en moi des réponses aussi diverses que l'œuvre, à la fois changeante et fidèle à soi-même, de Juan Soriano. A deux reprises, en 1941 et en 1953, j'ai tenté de fixer son image en quelques mots hâtivement assemblés. Je ne me proposais pas d'émettre une opinion sur son art, ni même de faire allusion à ce qu'il me paraît signifier. J'ai voulu, à une décharge, répondre par une autre décharge, opposer à la fascinante immobilité de la représentation picturale la rapidité des mots. Aujourd'hui, plus de vingt ans après mon premier texte, je ressens face à son œuvre le même enthousiasme et la même impossibilité critique de la juger.

Il y a quelques jours, je suis allé à l'atelier de Soriano, et le peintre a **déployé** (c'est bien le mot, comme s'il s'agissait d'un éventail ou de la cape du torero) un ensemble de toiles au sujet unique et multiple. Eventail : succession rapide ou lente de paysages, de scènes, de corps, de visages, de réalités apparaissant et disparaissant avec la précision lointaine - ils sont là, à portée de la main, et pourtant intouchables - des visions que nous procure, à certains moments exceptionnels, la mémoire involontaire. Visions qui vont de l'attraction à l'horreur, et dont nous ne pouvons détacher les yeux. L'éventail se déploie et un monde, fait de beaucoup de mondes, nous révèle ses entrailles ; puis, d'un geste sec, la femme le referme. Il ne reste rien, qu'une vibration, un écho noir, rose, noir encore. Les visions se changent en ténèbres, les présences se dissolvent dans la mémoire.

Cette femme qui ouvre et ferme son éventail avec une grâce non dépourvue de férocité, cette femme sans âge (elle a tous les âges, et passe en un instant de la vieillesse à l'adolescence), qui est-elle ? Avant que nous puissions répondre à cette question, apparut l'image de



Monument érigé à la femme dans son ambiguïté essentielle, présence et vide, ces œuvres de Soriano (huiles, aquarelles, dessins, et une sculpture) sont aussi un chant et un défi au temps, à la réalité spectrale du monde. Nous le touchons, nous le caressons et le polissons longuement, et au bout du compte, il ne nous reste entre les mains que le creux d'une forme.

Octavio PAZ

Mexico, le 22 juillet 1962

(« Puertas al campo »)

Traduction de Edmond Raillard

la cape : un homme seul, désarmé, au centre d'un cirque immense et sans spectateurs, attend la charge d'un taureau fantomatique, fait de fumée et de pensée. Attend-il sa propre mort, lutte-t-il contre soi-même ou contre les spectres de son passé ? La vision de l'éventail qu'une femme ouvre et ferme et celle de la cape qu'un homme déploie dans des arènes solitaires se fondent en une seule phrase, composée de trois mots : femme, mort, mémoire.

Plus qu'une collection impressionnante de portraits, plus que les résultats d'une expérience picturale totale et acharnée, Juan Soriano nous présente les visions ou, plutôt, les moments visionnaires d'une obsession. Son modèle (mi-réel, mi-rêvé) est un archétype aussi ancien que l'homme. Il se nomme Femme et il se nomme aussi Mort. Dans un monde qui a presque complètement oublié le sentiment du sacré, Soriano ose, en un geste où le sacrilège est presque inséparable de la consécration, **déifier** la femme. Acte de foi et, en même temps, acte de désespoir. La femme n'est-elle pas, malgré elle, la seule réalité que nous, hommes modernes, puissions toucher, la seule fenêtre ouvrant sur l'**autre côté** de l'existence ?

Couverte de bijoux étincelants, vêtue de couleurs violentes comme une tempête au mois d'août, les mains terribles et fines (caresse ou sacrifice), les yeux translucides (des yeux qui ne reflètent que notre propre avidité), le front plein de pensées que nous ne devinerons jamais, la bouche sage de monosyllabes angoissants et ambigus, la femme apparaît et disparaît comme les motifs de l'éventail qui s'ouvre et se ferme. Après, il n'y a rien : la non-vision, le vide impénétrable. Et au centre de soi-même, comme au centre d'un désert, un homme seul avec sa mémoire.



Juan SORIANO : L'élémentaire figuration de l'aurore

• Carlos Fuentes

Au début des années soixante, j'ai écrit un petit conte, **Poupée reine**. Je croyais me souvenir d'avoir assisté, avec d'autres adolescents — filles et garçons — à une scène troublante, rue Lerma, à Mexico : une pièce illuminée chaque soir par de nombreux cierges entourant un cercueil blanc dans lequel reposait une enfant morte : une poupée de porcelaine submergée sous un rituel de fleurs et de taffetas.

Tout se dissipait au matin, pour réapparaître à la nuit. J'ai longtemps cru que mon conte était une transposition littéraire de cette réalité mystérieuse. Jusqu'au jour où, treize ans plus tard, je suis allé avec Sylvia, ma femme, voir la rétrospective Courbet du Petit Palais.

Il y avait là un tableau, **La toilette de la mariée**, qui représentait une jeune femme se préparant pour ses noces, aidée par ses demoiselles d'honneur. Mais en réalité, ce tableau recouvre une autre peinture de Courbet. Celui-ci s'appelait **La toilette de la morte**, et dans cette première version, les demoiselles d'honneur s'employaient à préparer la fiancée, non pour les noces, mais pour l'enterrement.

Le « pentimento » de Courbet — la transposition diurne de sa volonté de mort, le don de la nuit à la vie — me remit tout à coup en mémoire qu'avant d'écrire **Poupée reine**, avant de voir, chaque nuit, la petite fillée de porcelaine, j'avais vu un tableau de Juan Soriano, le premier que j'aie vu de lui. Un tableau troublant, sur le fil du repentir : **L'enfant morte**.

Je me propose à présent d'écrire un autre conte à partir du « pentimento » de Courbet, mais en sachant qu'il y a derrière lui, comme une ébauche spectrale, non pas un autre conte, ou une scène de la rue, mais un autre tableau : Soriano précède Courbet. J'ai toujours su que l'écriture est un échange de rêves ; il en va de même pour la peinture. Et l'originalité est l'art de revenir aux origines sans être découvert.

Je raconte tout cela pour signifier qu'il y a un mystère au centre de l'art de Juan Soriano, et que tous ceux qui jouissent de sa peinture partagent la responsabilité de cette énigme. Ni lui, ni nous, ne pouvons à nous seuls maintenir vivant le mystère. C'est le mystère de l'aurore : Soriano précède Courbet en ceci qu'il réitère l'expérience d'un autre peintre. Mais cette réitération

fonde la communauté de l'art en son origine : Soriano conduit Courbet à l'origine de Courbet, c'est-à-dire à l'origine de la peinture.

Maria Zambrano, dans un remarquable essai sur Juan Soriano, dit que sa peinture veut être « comme un mouvement d'aurore » ; « tout véritable tableau est dans une caverne ; solitude et silence ». Par l'ouverture de la caverne, « notre être aveugle et tapi » s'abouche au monde et le discerne enfin. Chaque œuvre d'art, dit Maria Zambrano, réitère sa propre origine.

Car ces étapes originelles - se faire jour, sortir de la caverne, être, organiser la vie, prendre place dans l'orbite qui « recueille et soutient », les unissant entre elles, les créatures les plus diverses —, autant qu'acte originel, sont acte réitératif du présent et, en germe, acte constitutif du futur.

Octavio Barreda, qui connut Juan Soriano tout jeune homme, à peine arrivé de Guadalajara, le décrit comme un enfant aux allures de démon, qui apportait à la peinture mexicaine les couleurs du Greco, simplement parce qu'il ne les avait jamais vues : il les avait rêvées. Soriano rêve les couleurs du Greco avant de les voir ; c'est pourquoi il précède Courbet ; c'est pourquoi, aujourd'hui, il annonce Bonnard. Le dilemme de toute intelligence artistique est d'être fidèle à ses origines (tradition, primogéniture, filiation et fondation : peinture qui est peinture pour être tout le reste, mais jamais à l'inverse) sans trahir son propre élan, son désir, sa faim de devenir. Le dilemme se résout toujours dans le présent, le temps du tableau : là seulement sont, rappelée l'origine et désiré le destin.

Soriano, comme tout grand peintre, est présent dans ce présent qui ne sacrifie ni son passé ni son avenir ; mais la magie particulière — le mystère — de son art consiste en ce que Soriano nous fait sentir que ce présent, qui évoque son origine et projette son avenir, est en soi-même une aurore : un début chargé de passé, une aube qui ne cherche pas à nous abuser avec la promesse d'un futur innocent.

La peinture de Juan Soriano est une blessure dans la caverne. Avant bien d'autres, souvent seul parmi bien d'autres, il a couru le risque de réinventer les figures de la peinture en donnant l'impression de ruptures, de

recommencements, d'hésitations, de changements radicaux. Rien qui ne fût respectable, voire audacieux, et certainement historique : Picasso. Mais n'était-ce là qu'éclectisme ? Soriano se contentait-il de nous offrir une pluie de joyaux, mais sans couronne où les sertir ? Quel était le mystère de cette œuvre, par moments profondément excitante, en d'autres strictement retenue, ou encore fluide, aventurière, dérivante ou mercurienne ?

Combien de fois Soriano a-t-il atteint au sommet ? Combien de fois a-t-il renoncé à cette haute certitude pour se jeter, héros de la gravité, dans un nouveau précipice dont il a ressurgi, ni douloureux ni jubilant, mais autre, couvert de multiples peaux, couronné d'épines et parfois de roses, aérien comme ses anges baroques, mais parfois sombre comme un animal roussi d'avoir trop approché quelque enfer de sorciers nahuatl, barbouillé de la boue verte des vallées sub-tropicales, irradiant parfois la pure lumière d'un éclair romantique sur le rideau d'un théâtre néo-classique ?

Personne ne peut ignorer désormais que Juan Soriano est un peintre d'éléments et de figures : élémentaire et figuratif. Les éléments et les figures sont la couronne de ces joyaux, la synthèse de sa diversité.

Benedetto Croce parle d'une « intuition pure » en art, élémentaire car « auroral », bourgeonnement ou déploiement original, toujours étranger à une quelconque abstraction, mais qui porte déjà en soi une somme de destins, d'espairs, de douleurs, de joies, de misères et de servitudes humaines, « le drame entier de la réalité qui croît et évolue perpétuellement à partir de soi, dans la souffrance et la joie ».

La « pure intuition » de Soriano l'a conduit à réitérer l'origine sans oublier (c'est là son ironie) que l'origine a sa propre histoire. La haine de Croce envers la gratuité en art, qu'il attribue à Schiller, revêt chez Soriano un caractère de constante gravité : ce peintre, malgré sa variété, son « éclectisme », ses recommencements, est toujours, gravement, obstinément, accroché aux éléments : l'air et le feu, artenvoler et artembraser, l'eau et la terre, artécouler et artembraser, sont les nourriciers de la peinture de Soriano. Et tout le reste procède des éléments ; progéniture multiple, riche dans sa diversité, mais rattachée à l'ombilic de l'air et du feu, de l'eau et de la terre : anges et serpents, dieux et cyclistes, amants et crapauds, taureaux et femmes, vases et cercueils, lions et squelettes, saints et poissons. Nous les voyons toujours à travers, dans, avec les éléments primitifs. Le grand portrait de Sofia et Ignacio Bernal est aussi un portrait de la lumière et de l'air. Le portrait de Lupe Marin, celui de la terre. « Apollon et les muses » est aussi une peinture du feu. Et le « crocodile » est une esquisse de l'eau. Soriano illustre la maxime de Croce : « l'expression artistique embrasse la totalité et reflète le cosmos à travers une forme individuelle ».

Annonciation, aurore : Soriano réclame pour l'art (art glacé / glace / destin) le privilège de la connaissance. L'art n'est pas une forme de la connaissance ou un auxiliaire de la logique : l'art est la connaissance. Cette identité est indispensable pour que l'art « élémentaire » puisse être véritablement un art figuratif : non pas représentation ou reproduction mais constitution de quelque-chose.

Esprit en fin de compte amical et proche (familier des sorcières, artenvoûter), Soriano a vite compris, en ma-

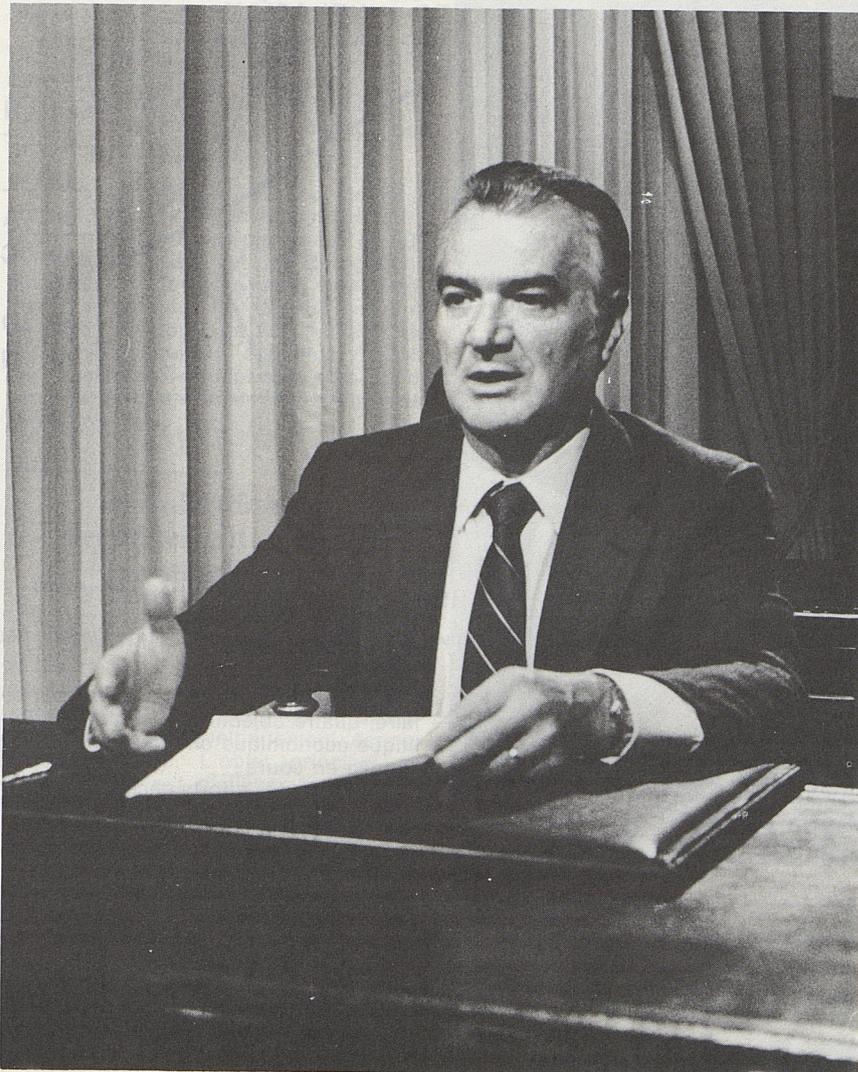
tière de peinture, ce que Julio Cortazar a compris en littérature : notre défi, c'est la figure, car il n'y a rien de plus désemparé, de plus flou, de moins identique, de moins étayé par la raison ou le sentiment, que cette figure naissante (serpent, enfant morte, muse, cycliste), que nous ne savons pas encore nommer, ni même discerner, et dont nous savons pourtant, en lisant avec Novalis et Henry James la trame invisible du tapis, qu'elle est essentielle : identique à notre propre être qui n'est déjà plus l'archétype consacré, le personnage psychologique « rond » (ainsi que l'exigeait E.M. Forster, sans même imaginer ce K oublié, cet être beckettien sans autre dimension que celle de son dépôt d'ordures). L'exigence de la figure se place aujourd'hui aux frontières des options de la vie et de la mort, et réclame notre imagination, notre nom et notre mémoire : c'est la figure, telle qu'on la surprend dans un tableau de Soriano ou dans un conte de Cortazar, dans toute la nudité de son désarroi constitutif, auroral, élémentaire.

Nous ne pouvons peindre, aimer ou vivre qu'avec ce qui pointe, ce qui « se fait jour » au bord de la caverne et laisse son empreinte sur la glaise illuminée. Diego de Mesa raconte que Soriano, enfant, n'ayant pas de public, montait des spectacles pour soi tout seul, face à un miroir. C'est le diable faisant des grimaces à l'image et ressemblance de... Je crois que le démon rebelle attend la seule preuve décisive de la bonté de Dieu : le pardon de Lucifer, la fin de l'enfer.

Tant que cela ne se produira pas, Soriano continuera à être un diable dans le domestique paradis mexicain. Personnellement, j'assimile Soriano à certains moments de ma vie et de notre histoire, en particulier à cette rencontre (qui s'incarne dans ses amis les plus chers, Diego de Mesa, Maria Zambrano, Octavio Paz) entre l'« Eden subverti » (le Mexique de Lopez Velarde) et l'« Espagne fugitive », fatiguée mais reconnue, rencontre qui eut lieu il y a près de cinquante ans.

Dans cette rencontre, nous avions vu la rencontre du nouveau américain et de la continuité européenne. A cet instant auroral où le Mexique enfin vit et constitua l'ossature de son Espagne de l'intelligence et cessa d'être le bâtard de l'Espagne conquérante, nous nous sommes imposés, Américains et Européens, une obligation commune : nous n'étions plus maîtres, nous de notre identité utopique, ni les Européens de leur identité civilisatrice. « J'ai regardé les murs de ma patrie : nous n'étions plus, ou plutôt, nous n'étions pas encore maîtres d'un langage, d'un profil, d'une tradition. Nous étions en train de les façonner. « Nous nous faisons jour », Espagnols et Mexicains, ensemble, obligés d'inventer pour recouvrer, de nous conquérir en nous imaginant.

Alors, certains artistes décidèrent que nous gagnerions identité, histoire et langage par l'exercice d'une liberté qui lierait tout autant celui qui donne et celui qui reçoit. Peut-être est-ce la question de Juan Soriano, insigne et inventif acteur de cette rencontre de 1939 : sommes-nous capables de faire la synthèse des éléments déployés devant nos yeux médusés, sans attendre que le peintre le fasse à notre place, sans confondre son respect envers nous avec une quelconque faiblesse ? Communier aux éléments, frayer une voie aux figures et mériter l'annonciation. Cette invite est et demeure le mystère Soriano : élémentaire figuration de l'aurore. Élément. Figure. Eveil. Artéveiller.



« Nous Mexicains nous devons prendre conscience et être raisonnablement satisfaits du fait d'avoir affronté cette crise, dans ses moments les plus graves en maintenant solides et fermes les institutions de la République et le système politique, social et économique, que nous nous sommes donnés. »

FAITS ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES

L'évolution de l'économie mexicaine en 1984

La stratégie économique du Gouvernement mexicain s'est traduite en 1984 par des résultats positifs si l'on analyse les principaux indicateurs économiques. Après 1983 où la crise se manifestait encore d'une façon très marquée avec une croissance négative proche de 5 %, l'appareil productif mexicain est en voie de récupération. Au taux de croissance de + 3,5 % enregistré en 1984, il faut ajouter la reprise de certains des secteurs clés de l'industrie, comme le secteur électrique et le secteur de la construction.

Les résultats obtenus en matière d'inflation en 1983 ont été améliorés en 1984, année où l'indice national des prix de détail s'est élevé à 59,2 % de décembre à décembre, après une augmentation de 80,1 % l'année précédente.

En ce qui concerne le marché du travail, on a constaté en 1984, une augmentation soutenue du niveau d'emploi lié à la reprise de l'activité. Le nombre d'assurés permanents de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale, qui constitue un indicateur fiable de l'évo-

lution de l'emploi au Mexique, a marqué une croissance de 8 % entre décembre 1983 et novembre 1984. Ce taux correspond au total à la création de 476 000 nouveaux postes de travail.

Les principaux indicateurs du commerce extérieur font état d'un comportement favorable en 1984. On estime, en effet, que l'excédent de la balance commerciale a été à nouveau supérieur à 13 milliards de dollars, malgré une hausse des importations. De plus, les exportations non pétrolières ont augmenté d'environ 30 % en 1984.

Faire fléchir l'inflation

Le Gouvernement mexicain est conscient que le processus de rééquilibrage de l'économie n'est pas arrivé à sa fin, raison pour laquelle la discipline doit être maintenue dans l'instrumenta-

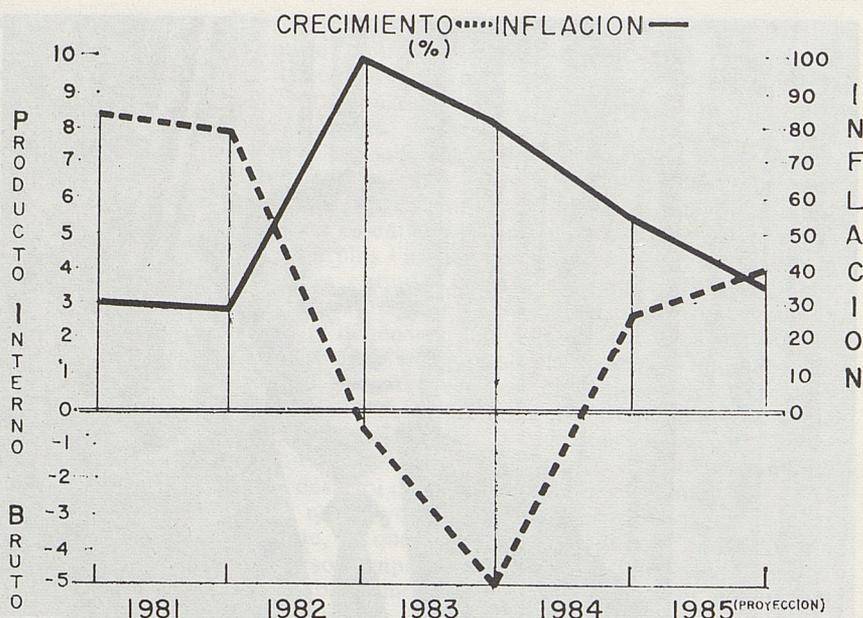


Tableau indiquant les trajectoires respectives de la croissance de PIB et de l'inflation au cours de la période 1981-1985.



La reprise de certains secteurs clés de l'industrie...

tion de la stratégie économique. Pour ce faire, quatre objectifs prioritaires de politique économique ont été retenus pour l'année en cours :

- Maintenir des efforts nécessaires pour le fléchissement de l'inflation.
- Appuyer la reprise de l'activité économique et progresser parallèlement dans le processus de changement structurel de l'économie.
- Promouvoir une augmentation du salaire réel, de l'emploi, et du niveau de bien-être.
- Progresser dans l'assainissement structurel des finances publiques et dans la diminution du déficit financier du secteur public.

C'est en raison du taux encore élevé d'inflation que le 6 mars dernier, le Cabinet du Commerce Extérieur du Gouvernement du Mexique, dans le cadre du Programme Intégral de Développement des Exportations, a décidé d'augmenter le glissement du taux de change du peso, le marché libre et contrôlé, de 17 à 21 centimes par jour.

Diminutions des dépenses publiques

Dans le but de renforcer le programme d'assainissement des finances du secteur public, dont le déficit a atteint environ 6,7 % du P.I.B. en 1984, c'est-à-dire, un pourcentage supérieur à l'objectif prévu, le Gouvernement mexicain a adopté récemment un ensemble de mesures conduisant à une diminu-

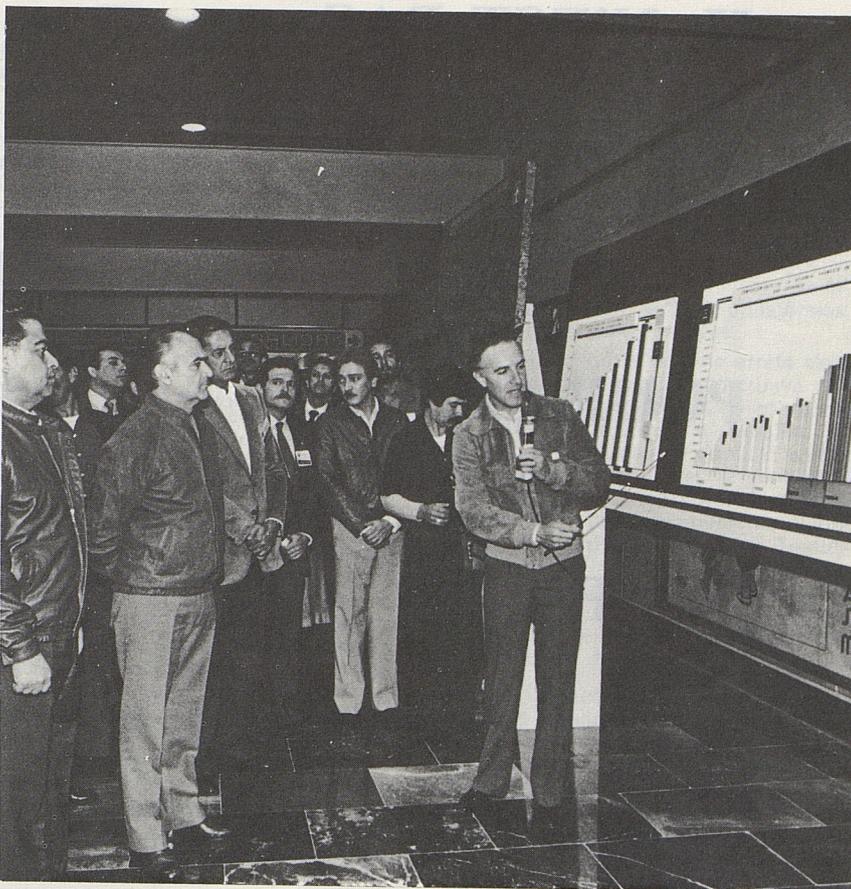
tion des dépenses budgétaires du secteur public.

Ces décisions répondent, aussi au taux d'inflation, très élevé, de 7,4 % enregistré en janvier 1985, et à la diminution des revenus, de 300 millions de dollars, consécutive à la réduction des prix du pétrole.

En tenant compte de ces éléments conjoncturels, les dépenses courantes du Gouvernement seront diminuées de 100 milliards de pesos, et les dérogations destinées à de nouveaux investissements seront réduites de 150 milliards de pesos. Ce total, de 250 milliards de pesos représente une économie de 3 % sur l'ensemble des dépenses en biens et services programmées par le Gouvernement en 1985.

Privalisation de certaines entreprises paraétatiques

Le Gouvernement a décidé, en outre, de liquider ou de privatiser 236 entreprises paraétatiques qui ne correspondent pas aux secteurs prioritaires ou stratégiques pour le développement économique du pays. L'objet principal de cette mesure est d'alléger les charges financières du Gouvernement correspondant à certaines entreprises, dont l'appartenance au secteur public ne



ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-MEXICAINS					
	1983		1984		variations de valeur
	tonnage	valeur (mil. dollars)	tonnage	valeur (mil. dollars)	
Exportations Mexicaines vers la France					
- Pétrolières	3.341.471	728.834	3.898.412	825.894	13 %
- Non pétrolières	3.267.847	634.776	3.783.252	739.139	16 %
	73.624	94.058	115.160	86.755	- 7.6 %
Exportations françaises vers le Mexique	301.128	471.365	210.599	279.655	- 41 %
Solde en faveur du Mexique		+ 257.469		+ 546.239	
Taux de couverture		64.6 %		35 %	

On note au cours des deux dernières années une baisse assez nette de ventes françaises qui contraste avec la tendance observée dans les années 1979-1982. A cette époque l'augmentation des exportations pétrolières mexicaines, entraîna en retour une augmentation des ventes françaises, particulièrement dans les domaines des biens d'équipement et des biens de consommation intermédiaire. En 1982-1983, la crise économique qui affectait le Mexique s'est traduite logiquement par une baisse

des achats à l'extérieur. L'accentuation de ce fléchissement en 1984, alors qu'une reprise s'amorce au Mexique, s'explique par le fait que certains grands contrats d'équipement — en particulièrement ceux qui concernent la construction du Métro de Mexico — sont alors venus à expiration. La plupart de ces contrats ayant été renouvelés et d'autres ayant été souscrits, on constatera en 1985 un relèvement des exportations françaises.

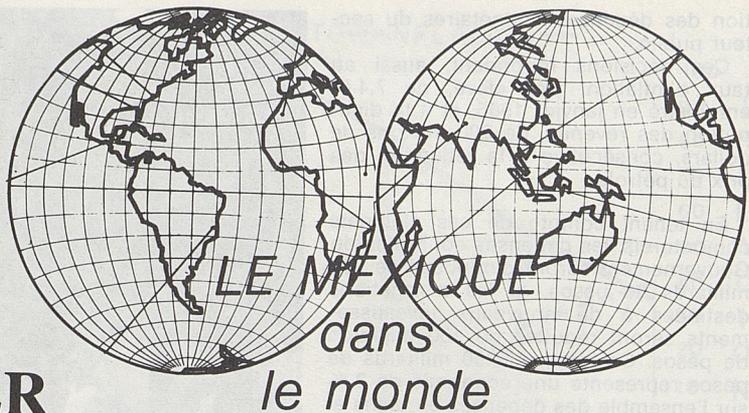
En dépit de l'austérité, des travaux d'intérêt public sont menés à bien : le Président inaugurant une nouvelle tranche des travaux du métro de Mexico : le tronçon Tacuba - Auditorio de la ligne 7 (Decembre 1984)

semble plus justifiée; soit parce qu'elles ne remplissent plus les objectifs qui leur étaient assignés, soit parce que leur gestion ou opération ne répondent pas aux critères de rationalisation et de discipline budgétaire contenus dans le Programme Immédiat de Réorganisation Economique.

Maintien de l'économie mixte

Il est important de signaler que cette décision ne met pas en cause, l'engagement prévu par la Constitution de maintenir une économie mixte et le rôle directeur de l'Etat dans les secteurs essentiels de l'économie nationale. Le but de ces mesures est de rendre le secteur public plus efficace, et de concentrer ses activités justement dans les secteurs stratégiques et prioritaires, en contribuant à la réorganisation de l'économie dans son ensemble.

IL N'EST PAS TROP TARD POUR GAGNER



LA PAIX

• Elena de Ribera

Le processus de paix de Contadora a subi, au cours des derniers mois, non seulement des retards, mais de véritables tentatives de blocage qu'il serait vain de nier, et dont la gravité a d'ailleurs été soulignée par les voix mexicaines les plus autorisées, en particulier par celle du Chancelier Bernardo Sepúlveda Amor.

A l'automne 1984, les négociations semblaient sur le point d'aboutir. Un dialogue direct était engagé depuis le mois de juin à Manzanillo, Mexique, entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Et l'on pouvait raisonnablement espérer la signature de « l'Acte de Contadora pour la Paix et la Coopération en Amérique Centrale », qui prévoyait le retrait des conseillers militaires étrangers, la suspension des livraisons d'armes, l'arrêt de toute immixtion étrangère dans les affaires intérieures des pays de la région et la promesse de ces derniers de respecter le système démocratique. Les cinq pays intéressés d'Amérique Centrale avaient participé, au cours des vingt mois précédents, à la rédaction de ce texte qui reflétait leurs suggestions et leur desiderata. Et, pour sa part, le Gouvernement de Washington, avait, à maintes reprises, manifesté son appui aux efforts du groupe de Contadora.

En septembre 1984, le Gouvernement nicaraguayen faisait connaître son intention de signer l'Acte de Contadora. Et, quelques jours plus tard, le *State Department*, bientôt imité par les gouvernements du Guatemala, du Honduras, du Salvador, et du Costa-Rica, demandait que des modifications soient introduites dans le texte. Ces cinq gouvernements estimaient, en effet, que les garanties offertes par le pacte étaient insuffisantes et qu'il convenait d'établir un plus strict mécanisme du contrôle et de vigilance en vue d'assurer l'application effective des dispositions relatives au départ des militaires étrangers et à la suspension des fournitures d'armes. Certains commentateurs n'ont pas manqué de souligner que ces nouvelles exigences se manifestaient de façon inopinée, précisément au moment où le Nicaragua venait d'adhérer à l'Acte de Contadora. Si les autres pays intéressés signaient à leur tour le document, celui-ci deviendrait exécutoire et les Etats-Unis devraient sans plus tarder mettre fin à leur présence militaire au Honduras et à leur aide aux « contras ». Quoi qu'il en soit, que les nouvelles exigences de Washington aient constitué une manœuvre dilatoire ou reflété un réel souci de perfectionner les moyens de contrôle, le Mexique, par la voix du Chancelier Bernardo Sepúlveda Amor, tout en soulignant les dangers d'un prolongement indéfini de la négociation, acceptait d'introduire dans le texte des modifications qui, sans altérer l'esprit du pacte, pourraient contribuer à le rendre plus efficace. Les autres gouvernements intéressés s'étant prononcés dans le même sens, le texte de l'acte de paix fut, une fois de plus remis en chantier.

L'APPUI DE L'EUROPE OCCIDENTALE

A cette époque, l'action de Contadora avait été puissamment renforcée par l'adhésion des Gouvernements d'Europe Occidentale représentés à la conférence de San José de Costa Rica (octobre 1984). A cette conférence, réunie à la suite d'une initiative du Président costa-ricain Luis Alberto Monge, participaient, outre les chanceliers de Contadora et d'Amérique Centrale, les ministres des

C
O
N
T
A
D
O
R
A



Relations Extérieures des dix pays de la C.E.E., de l'Espagne et du Portugal. Adoptant les thèses de Contadora selon lesquelles la violence en Amérique Centrale trouve ses racines dans les déséquilibres économiques et les injustices sociales, les pays européens participant à la conférence de San-José décidaient d'accorder aux cinq pays intéressés des crédits destinés à financer en priorité des programmes de développement agricole, d'intégration régionale et de promotion commerciale. La C.E.E. acceptait, par ailleurs, d'étudier un assouplissement de ses tarifs douaniers en vue de favoriser les importations de produits en provenance d'Amérique



« ... Ce climat politique favorable sans lequel il n'est point de solution négociée » le Chancelier Bernardo Sepúlveda Amor »

Centrale. Sur le plan politique, les participants réaffirmaient que les conflits régionaux devaient trouver une solution pour la voie pacifique de la négociation. La France, l'Espagne et d'autres pays européens proposaient de contre-signer le protocole de Contadora et offraient leur caution pour garantir l'application de l'accord.

Les chanceliers de Contadora, réunis une fois de plus à Panama, les 8 et 9 janvier 1985, à l'occasion du second anniversaire de la constitution du groupe, pouvaient donc dresser un bilan relativement optimiste des résultats de leurs efforts. Contadora avait non seulement contribué à éviter, dans le proche passé, le déclenchement d'un conflit à l'échelon régional; il avait également attiré l'attention de la communauté internationale sur la crise centre-américaine. Le communiqué publié à l'issue de la réunion énumérait un certain nombre de résultats concrets : création d'un mécanisme politique régional de dialogue et de négociations, institution de commissions chargées de prévenir et de superviser les incidents frontaliers entre le Costa-Rica et le Nicaragua, établisse-

ment du C.A.A.D.E.S.C.A. en vue de favoriser la coopération économique interrégionale et de canaliser l'aide extérieure. Le communiqué se félicitait également de la négociation bilatérale engagée entre Washington et Managua et du dialogue direct établi entre le gouvernement salvadorien et le F.M.L.N. - F.D.R. Une nouvelle réunion à laquelle devaient participer les cinq pays centra-américains était prévue pour la mi-février.

LE DANGER DES ATERMOIEMENTS

Ces perspectives devaient être compromises à brève échéance par un certain nombre de facteurs. Tout d'abord par la suspension, du fait de Washington, des pourparlers de Manzanillo avec le gouvernement de Managua.

Suspension qui, d'ailleurs coïncidait avec la décision des autorités américaines de ne pas reconnaître la compétence de la Cour Internationale de Justice de La Haye en ce qui concerne la plainte du gouvernement de Managua relative au minage des ports nicaraguayens. Ce renouveau de tension a été aggravé par un incident qui - comme le souligna à l'époque le Chancelier Bernardo Sepúlveda - (1), n'avait pas le moindre rapport avec le processus de Contadora. Le jeune dissident nicaraguayen Urbino Lara ayant été arrêté dans les locaux de l'Ambassade Costaricaine à Managua ou au moment où il s'appréta à y pénétrer - sur ce point les versions diffèrent - et le gouvernement de Managua se refusant à remettre le jeune homme en liberté, le Gouvernement de San José de Costa-Rica, appuyé par ceux de Tegucigalpa et de San Salvador, estimèrent que leurs chanceliers ne pouvaient s'asseoir à une table de conférence aux côtés du représentant sandiniste. Le groupe de Contadora, saisi de l'incident, n'ayant pas réussi à faire prévaloir en temps utile une solution de compromis, la réunion prévue pour la mi-février à Panama a dû être reportée à une date ultérieure.

Le Mexique si attaché aux principes du droit international, ne pouvait que condamner toute violation réelle et prouvée du droit d'asile. Il était néanmoins permis de s'étonner de la disproportion entre ce mince incident individuel et l'ampleur des conséquences internationales qui en découlaient. Certains commentateurs, au Mexique, à l'étranger et même aux Etats-Unis, parlèrent encore une fois de manœuvres dilatoires. Le Chancelier Bernardo Sepúlveda, à l'occasion d'une entrevue télévisée (2) a exprimé la crainte que ces perpétuels attermoissements ne finissent par décourager les partisans de la paix, miner l'esprit de négociation et

(1) Entrevue télévisée, le 15 février 1985.

(2) Entrevue déjà citée du 15 février 1985.

détruire ce climat politique favorable sans lequel il n'est point de solution négociée. Rappelant que l'action du Mexique n'est pas seulement dictée par des motifs éthiques, mais aussi par le souci de préserver la sécurité et l'intérêt de la nation, qui pourraient être affectés par un conflit généralisé à proximité de ses frontières, le Chancelier exprimait sa préoccupation : il y avait lieu de craindre que l'absence de solution négociée eût pour effet de créer un « vide politique » propice aux actions unilatérales, aux aventures, aux violences.

L'incident du jeune homme arrêté dans une ambassade ayant enfin trouvé une solution, les réunions de Contadora ont pu reprendre d'abord à Brasilia, en mars, puis à Caracas au début d'avril et enfin à Panama les 11 et 12 avril 1985, afin de préparer l'incorporation à l'Acte de Contadora des amendements élaborés au cours d'une réunion à Tegucigalpa, par les représentants du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala et du Honduras, en vue d'établir un strict mécanisme de vérification et de contrôle de l'exécution du traité.

Mais le Chancelier Sepúlveda avait eu raison de souligner le danger des attermoissements : les faits avaient évolué plus rapidement que la négociation de paix. Certains de ces faits étaient, il est vrai, positifs. En premier lieu le soutien donné à Contadora par Fidel Castro dans une déclaration du mois d'avril. Autre fait positif : la victoire des démocrates chrétiens aux élections législatives salvadoriennes. Ces élections qui se sont déroulées dans des conditions aussi peu propices que possibles à l'expression authentique de la volonté populaire, pouvaient néanmoins donner une indication de tendance. Elles avaient le mérite d'affaiblir l'extrême droite et de renforcer la position du Président Napoleon Duarte, ce qui permettrait d'envisager avec un relatif optimisme la reprise du dialogue entre le gouvernement et la guerrilla. Mais par contre les relations entre Washington et Managua n'avaient cessé de se détériorer. En février dernier, la lente asphyxie économique provoquée par le harcèlement continu de la guerrilla, obligeait le Gouvernement de Managua à multiplier les gestes de conciliation vis-à-vis de Washington : promesse du retrait d'un certain nombre de conseillers cubains, gel des achats d'armes. Mais les autorités de Washington ne voyaient dans ces tentatives d'apaisement que des aveux de faiblesse, de désarroi, qui les engageaient à resserrer leur pression.

Une offensive idéologique d'une grande violence était alors lancée à Washington contre le pouvoir sandiniste. Au cours d'une conférence de presse organisée dans sa propriété de Californie (21 février) le Président Reagan dénonçait « la clique marxiste-léniniste » au pouvoir à Managua. De son côté, le Secrétaire





Deux pays liés par une commune volonté de paix. Le président Miguel de La Madrid accueille le président de Colombie, M. Belisario Betancur qui a rendu visite au Mexique à deux reprises au cours des 7 derniers mois. Contadora était à l'ordre du jour des entretiens.

d'Etat Georges Shultz affirmait que les Etats-Unis avaient le « *devoir moral* » d'aider le peuple nicaraguayen à se délivrer d'un régime identique à ceux qui sont en vigueur au delà du rideau de fer. Ces outrances verbales, présentées par certains commentateurs, comme un prélude à l'invasion du Nicaragua par les forces nord-américaines, avaient surtout pour objet de mobiliser l'opinion publique des Etats-Unis afin d'obtenir le vote par le Congrès d'un crédit de quatorze millions de dollars destinés à maintenir et intensifier la guerrilla antisandiniste.

UN PLAN PIEGE QUI A FAIT LONG FEU

Un fugitif espoir de détente était né de la rencontre du Président Ortega et du Secrétaire d'Etat George Shultz le 2 mars dernier à Montévidéo à l'occasion de la cérémonie d'investiture du nouveau président constitutionnel uruguayen Julio Sanguinetti. Mais le Secrétaire d'Etat américain s'est alors borné à rappler les exigences de Washington : renvoi des assesseurs militaires étrangers, réduction des effectifs et des armements de l'armée nicaraguayenne, suspension de toute aide à la guerrilla dans les pays voisins et organisation au Nicaragua de nouvelles élections en vue de l'instauration dans le pays d'un régime représentatif et pluraliste. Mais

pour contraindre Managua encore fallait-il que l'exécutif américain disposât d'un budget militaire approprié. Une partie très serrée à trois participants - Maison Blanche, Congrès, Gouvernement Sandiniste - s'est alors engagée.

Pour vaincre les réticences du Congrès, particulièrement des membres démocrates de la Chambre des Représentants, pour les inciter à voter l'aide militaire aux « *Contras* », l'exécutif américain utilisait des arguments contradictoires, du moins en apparence. D'un côté, on peignait le Nicaragua et l'Amérique Centrale toute entière livrée au communisme, si Washington s'abstenait d'intervenir; et, d'autre part, on laissait entendre qu'en dernière analyse une intervention directe de l'armée américaine ne pourrait être écartée. Le remède était évident : il fallait soutenir la guerrilla antisandiniste. Mais, en même temps, l'exécutif américain devait faire la preuve de ses intentions pacifiques, fortement mises en doute au Congrès après la fin de non-recevoir assez sèche opposée aux récentes tentatives de conciliation de Managua. C'est dans ce contexte que le « *plan de paix* » du Président Reagan a été élaboré et proposé le 4 avril dernier, et c'est à la lumière de ces antécédents qu'il convient de comprendre ce plan de paix qui était en fait un plan-piège fort bien conçu, étroitement lié aux débats du Congrès sur le

vote des crédits aux « *contras* ». Se fondant sur une proposition de cessez-le-feu lancée le 1^{er} mars précédant par l'opposition antisandiniste, le gouvernement de Washington proposait l'instauration au Nicaragua d'une trêve de deux mois, au cours de laquelle des conversations s'engageraient, par l'entremise de la conférence épiscopale, entre sandinistes et « *contras* », en vue de l'organisation de nouvelles élections. Au cours de cette période, le Congrès débloquerait les 14 millions de dollars sollicités en faveur des « *contras* », mais uniquement pour des fins alimentaires, vestimentaires ou médicales. Si les négociations échouaient, ces crédits pourraient à l'expiration du délai de deux mois, être utilisés à des fins militaires. La Maison Blanche était gagnante dans toutes les hypothèses. Si les conversations s'engageaient, si elles aboutissaient à un compromis, l'exécutif américain atteignait au moins partiellement, ses objectifs. Dans le cas contraire, la guerrilla antisandiniste disposerait des crédits militaires nécessaires.

En fait, les deux interlocuteurs de l'exécutif de Washington ne se sont pas laissés abuser. Le plan Reagan a été rejeté sur-le-champ par Managua, et le Congrès s'est finalement refusé à débloquer les crédits militaires en faveur des antisandinistes (23 avril).

LE BLOCUS ECONOMIQUE

L'échec du Plan Reagan a donné naissance au blocus économique édicté le 1^{er} mai dernier par Washington à l'encontre du Nicaragua. Le blocus semble, en effet, destiné à prendre la relève des « *contras* » dont l'action, insuffisante pour renverser le gouvernement sandiniste avait surtout pour effet de miner de façon continue la faible économie nicaraguayenne. En fait la guerrilla antisandiniste est encore active, puisqu'elle vient de lancer, à la mi-mai, une attaque - d'ailleurs, promptement repoussée - contre le port nicaraguayen de Bluefields, sur le littoral caraïbe, mais son avenir est menacé non seulement par le tarissement des crédits, mais aussi par la lassitude du Honduras, qui jusqu'à ce jour servait de base de départ aux attaques des « *contras* ». La population hondurienne est irritée par la présence souvent turbulente des miliciens antisandinistes. Aussi le gouvernement de Tegucigalpa vient-il de faire connaître son intention de les désarmer et de les éloigner de la zone frontalière, afin de mettre un terme aux incursions de troupes sandinistes qui, à diverses reprises, ont poursuivi les assaillants jusque dans leurs camps de Honduras.

Prévoyant la fin de l'action de harcèlement des « *contras* », Washington, rejetant une nouvelle offre de paix du Nicaragua (cessez-le-feu immédiat, sus-



pension de l'aide américaine aux « contras » et reprise du dialogue direct Washington-Managua), a mis en place l'arme de remplacement : le blocus ; mais cette décision a soulevé dans le monde entier un puissant mouvement de protestation dont le mérite revient en partie au groupe de Contadora qui a sensibilisé l'opinion mondiale aux événements d'Amérique Centrale.

WASHINGTON ISOLÉ

Ce n'est pas seulement le Mexique qui, dans un communiqué publié par le Ministère des Relations Extérieures, a exprimé la crainte de voir le processus de négociation engagé en Amérique Centrale gravement perturbé par l'instauration du blocus. Ce sont aussi les autres pays de Contadora et l'Amérique Latine toute entière, qui par la voix de l'O.E.A., se sont élevés contre le blocus. Comme on le voit, un long chemin a été parcouru depuis 25 ans, depuis l'époque où l'O.E.A., soumise aux injonctions du gouvernement Kennedy avait condamné Cuba à l'unanimité moins une voix : celle du Mexique.

Aujourd'hui, les Etats-Unis sont, à leur tour, isolés, et l'O.E.A. a voté une résolution rappelant « qu'aucun Etat ne peut appliquer ou fomenter des mesures économiques, politiques ou de quelque autre nature pour obliger un autre Etat à renoncer à ses droits souverains ». Pour sa part, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U., saisi d'une plainte Nicaraguayenne, a adopté une résolution qui qualifie de « regrettable » l'embargo édicté par les Etats-Unis, appelle à une reprise du dialogue entre Washington et Managua et réaffirme le soutien de l'organisme international au groupe de Contadora.

En Europe, la condamnation n'est pas moins nette. A Madrid où, à l'occasion de la visite du Président Reagan, de puissantes manifestations de masses se sont déroulées contre la politique de Washington et contre le blocus imposé au Nicaragua, le Premier Ministre Felipe González a affirmé que l'Espagne maintiendrait, en dépit du blocus, ses relations commerciales avec le Nicaragua et qu'elle continuerait à apporter « tout son appui » à l'action de Contadora. En France, le porte parole du Quai d'Orsay a déclaré : « La France estime que la solution des conflits en Amérique Centrale ne passe ni par des actions militaires ni par des pressions économiques telles que des sanctions commerciales. Les unes et les autres ne peuvent que contrarier l'action de Contadora, auprès duquel l'Europe des dix vient d'envoyer une mission de bonne volonté ».

A l'occasion du récent sommet des pays industrialisés à Bonn, le Secrétaire d'Etat nord-américain a dû faire face aux critiques des ministres des Relations Extérieures des autres pays. La C.E.E. vient d'ailleurs d'affirmer de fa-

çon éclatante son intention de ne pas appliquer le blocus en doublant son aide économique à l'ensemble des pays d'Amérique Centrale, sans excepter le Nicaragua.

L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE

S'il est exact que le Nicaragua aujourd'hui est aussi appuyé par la Communauté Internationale que Cuba fut isolé naguère, il est non moins vrai que sur le plan de la relation bilatérale avec les Etats-Unis, on constate, le fonctionnement d'un mécanisme d'interréactions assez semblable à celui qui se développa voici un quart de siècle.

Le Président Daniel Ortega a effectué, peu de jours après l'instauration de l'embargo, une visite à Moscou, au cours de laquelle, face à une situation nouvelle, il a sollicité et obtenu une aide accrue. En fait, cette visite était prévue de longue date. Mais l'opinion aux Etats-Unis a interprété ce voyage comme une réplique à l'embargo. Et la perspective d'un resserrement des liens

entre Managua et Moscou pourrait dit-on, amener aujourd'hui certains membres de la Chambre des Représentants à reconsidérer leur refus d'octroyer une aide militaire aux « contras ». Ainsi les menaces et les pressions de Washington obligent une petite nation à faire appel à Moscou et lui imposent des gestes de défense et de défi qui, à leur tour, alimentent l'inquiétude des nord-américains et les amènent à gravir un échelon de plus dans l'escalade de la contrainte et de l'intimidation. Dangereux engrenage qui, voici vingt-cinq ans, dans le cas de Cuba, faillit déclencher une guerre générale.

Est-ce à dire que Contadora, compris, approuvé, appuyé par l'ensemble de la communauté mondiale, a perdu la bataille sur le terrain, que l'engrenage de la violence est désormais irréversible, que la négociation n'a plus d'espoir et partant plus d'objet ? Bien au contraire, la toute récente réunion de Contadora (14-16 mai) à Panama, au niveau des vice-ministres des Relations Extérieures, a démontré la volonté du groupe de

« Le Mexique et sept autres pays lancent un appel au désarmement nucléaire ».

Pendant des siècles, les hommes et les femmes ont lutté pour leurs droits et leurs libertés. Aujourd'hui nous devons faire face à un défi bien plus important, celui de lutter pour le « droit à la vie ». Cet avertissement dramatique résume le sens de la « Déclaration de New-Delhi », souscrite en janvier dernier par le Président du Mexique et cinq autres chefs d'Etat et de Gouvernements qui avaient déjà lancé, le 22 mai 1984, un manifeste en faveur de la paix. La déclaration de New-Delhi a été signée à l'occasion d'un voyage au cours duquel, le Président de la Madrid, après une escale technique aux Baléares, où il s'est entretenu avec le Premier Ministre espagnol, Felipe González, a visité la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie (24-26 janvier) et l'Inde (28-30 janvier), deux pays qui se sont signalés par leur attachement à la paix. De fait, New-Delhi fut le théâtre, le 28 janvier 1985, d'une conférence sur le désarmement, à laquelle participaient, outre le Président Miguel de la Madrid, le Premier Ministre indien Rajiv Gandhi, le Président de la République Argentine Raúl Alfonsín, le Président de Tanzanie Julius Nyerere, le Premier Ministre grec, Andréas Papandréou, et le Premier Ministre de Suède Olaf Palme. Les participants ont publié à cette occasion un vibrant appel au désarmement, dont nous reproduisons ci-dessous quelques passages :

« Au cours des quatre dernières décennies, chaque nation et chaque être humain a, de façon presque imperceptible, perdu le contrôle sur sa propre vie et sur sa propre mort. Un groupe réduit d'hommes et de machines peut, depuis de lointaines cités, décider de notre destin. De récentes études atmosphériques et biologique indiquent qu'une guerre nucléaire, même à l'échelle réduite, provoquerait un hiver nucléaire, phénomène qui transformerait la terre en une planète obscure et congelée. Dans notre déclaration conjointe du 22 mai 1984, nous avons demandé aux Etats détenteurs d'armes nucléaires, de suspendre la course aux armements. »

« Nous réitérons notre appel à une suspension des essais de la production et de la mise en place d'armes nucléaires et de leurs systèmes de lancement. L'espace ultra-terrestre doit être utilisé au bénéfice de toute l'humanité en non comme champ de bataille de l'avenir.

Une suspension de la course aux armements constitue actuellement un impératif. Mais cette suspension ne doit pas être une fin en elle-même ; il faut qu'elle soit immédiatement suivie par une réduction substantielle des forces nucléaires, afin de parvenir à une élimination totale des armes nucléaires et, en dernière analyse, à un désarmement général et complet. »

persévérer dans son action. Plus le péril de guerre est réel et plus le groupe de Contadora doit multiplier les efforts pour le conjurer. Et l'examen des données objectives démontre qu'en dépit des derniers développements préoccupants, l'espoir d'aboutir à une solution négociée n'est nullement chimérique. De fait, la pression internationale en faveur de la paix en Amérique Centrale est d'ores et déjà si forte qu'il semble peu probable que Washington puisse, par une intervention militaire ouverte au Nicaragua, braver la réprobation de l'Amérique Latine, et de l'ensemble de la Communauté Internationale. D'ailleurs le refus du Congrès de voter les crédits militaires aux « contras » et l'ampleur des manifestations de masses en faveur de la paix dans diverses villes des Etats-Unis, montrent que, si le gouvernement américain n'est pas disposé à tolérer un nouveau Cuba, les milieux politiques et l'opinion publique ne sont pas préparés à accepter un nouveau Vietnam, que le Pentagone lui-même ne souhaite peut-être pas. Si l'agression ouverte et improbable, il ne reste d'autre moyen de contrainte que la pression économique sous toutes ses formes. Moyen aléatoire qui, jusqu'à ce jour, a surtout eu pour effet d'affermir la volonté de résistance nationale du peuple nicaraguayen

Non que les sanctions économiques soient techniquement inefficaces et que l'aide sociétiquie suffise à pallier les effets du blocus nord-américain. Le Président Daniel Ortega a déclaré lui-même dans une entrevue accordée, lors de sa visite à Paris, au journal *Le Matin* (14 mai) que l'aide de l'U.R.S.S., « ne résoudra pas tous les problèmes du Nicaragua ». Il est même douteux que l'aide de l'ensemble de la Communauté Internationale, - en particulier de l'Amérique Latine, de la France et des autres pays de la C.E.E., de l'Espagne, de la Suède, du Canada, du monde soviétique et des pays arabes -, puisse assurer dans les circonstances actuelles un authentique relèvement de l'économie nicaraguayenne; du moins lui permettra-elle de durer dans les privations et l'austérité. Dénuement qui ne saurait ni acculer le gouvernement sandiniste à la capitulation, ni amener la population à se retourner contre lui, mais qui ne manquera pas d'inciter Managua à rechercher des formules d'entente.

Ainsi, pour l'une et l'autre des parties en présence, la voie du compromis, loin d'être définitivement barrée, peut devenir souhaitable, inévitable. Le mérite de Contadora est d'avoir créé un mécanisme de négociation, une voie aisée vers la paix que les adversaires pourront emprunter le jour, peut-être encore lointain, ou lassés d'une lutte sans perspectives et conscients des périls de la violence, ils seront obligés de renouer le dialogue pour aboutir à une solution politique négociée. ■

Le Président

Raúl Alfonsín

au Mexique



« C'est avec une grande émotion que j'aborde cette terre mexicaine toujours ouverte aux hommes libres de toutes les latitudes du monde » : telles furent les premières paroles du Président de la République Argentine, M. Raúl Alfonsín à son arrivée à Mexico, le 25 mars dernier, pour une visite officielle de trois jours.

Cette visite fait suite à celle que le Président Miguel de La Madrid effectua en Argentine en avril 1984 au lendemain de l'élection à la présidence de M. Raúl Alfonsín. Les entretiens du printemps 1985 à Mexico comme ceux du printemps 1984 à Buenos Aires ont eu pour objet principal de renouer entre les deux pays les liens d'amitié et de coopération mis en sommeil à l'époque où l'Argentine était soumise à une dictature militaire.

CONVERGENCES ET COOPERATION

De nombreux points d'intérêts communs ont été abordés au cours des conversations entre les deux présidents : la consolidation de la démocratie en Amérique Latine, l'intégration latino-américaine, la défense de la paix et du désarmement, les mesures propres à alléger le poids de la dette extérieure des pays latino-américains et à favoriser leurs exportations, et enfin les relations nord-sud et l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial plus équitable. Divers accords bilatéraux ont été signés dans le cadre de l'accord général de

coopération économique conclu l'an dernier à Buenos Aires. Le premier porte sur les exportations de céréales et d'autres produits agricoles argentins à destination du Mexique ; le second se réfère à la coopération scientifique et technologique en matière de pétrole : PEMEX fournira une assistance technique en vue de l'exploration et de l'exploitation des gisements pétrolifères argentins. Un crédit de 210 millions de dollars sera octroyé en vue de promouvoir la vente à l'Argentine de matériel destiné à l'industrie pétrolière. Des crédits réciproques d'un montant de 50 millions de dollars seront ouverts respectivement par la Banque Nationale du Commerce Extérieur du Mexique et par la Banque Centrale de la République Argentine dans le but de stimuler les échanges commerciaux entre les deux pays.

Le Président Raúl Alfonsín a exprimé son appui total aux efforts déployés par le groupe de Contadora. Pour sa part, le Président Miguel de La Madrid a réaffirmé sa volonté d'appuyer la revendication de Buenos Aires sur les Iles Malvinas et il a assuré le Président Alfonsín du soutien sans réserve du Mexique dans la lutte engagée pour résoudre les graves problèmes, en particulier d'ordre économique, auxquels l'Argentine doit actuellement faire face. « La présence d'une Argentine démocratique - dit le Président de La Madrid -, d'une Argentine qui vit en état de droit, qui garantit et protège les libertés des hommes, constitue, sans nul doute, un facteur qui aide les autres peuples de l'Amérique latine ». ■

« Le livre a pour mission de rehausser le niveau culturel et la condition de nos peuples »

nous déclare Jaime Garcia Terrés

Il y a plus de cinquante ans, à l'époque de la présidence de Lázaro Cárdenas, fut fondée la Maison d'Édition Mexicaine Fondo de Cultura Económica. Son Directeur Fondateur fut l'historien Daniel Cosío Villegas.

Le Fondo de Cultura a donc cinquante ans. Son Directeur le poète mexicain Jaime Garcia Terrés nous parle de la signification de cet anniversaire.

G.T. : Cette Maison d'Édition a célébré ses cinquante ans de vie en faisant ce qu'elle fait chaque jour, en publiant des livres, avec toujours plus d'enthousiasme, toujours en plus grande quantité, et par un choix toujours plus sélectif.

E.A. : Et la Maison d'Édition, riche de ses cinquante ans d'âge comment se projette-t-elle vers l'avenir ?

G.T. : Voyez-vous, il s'agit d'un terme relatif comme tous les chiffres sont des termes relatifs, ainsi que le laps de temps qu'ils englobent. Je vous rappelle que, cette même année, on célèbre rien moins que les quatre siècles de fondation d'une Maison d'Édition : celle de l'Université de Cambridge. Il est donc évident que si nous comparons à ces quatre siècles nos cinquante ans, à peine un demi-siècle, notre situation est forcément modeste. Mais je crois qu'il nous faut la mesurer aux données de notre propre environnement, disons celles de notre Continent; et alors nous constatons qu'une Maison d'Édition qui accomplit un demi-siècle de vie, si elle est très jeune pour l'Europe, constitue, par contre en Amérique Hispanique ou Ibérique, une Maison d'Édition déjà ancienne et pratiquement classique.

E.A. : J'aimerais que vous me parliez de l'idéologie du *Fondo de Cultura Económica*.

G.T. : Je vous avoue que je n'aime pas le terme d'idéologie. Mais si vous voulez savoir quelle en est la philosophie, je vous répondrai que le *Fondo de Cultura Económica*, bien qu'on ait voulu parfois lui attribuer une ligne politique, n'est pas une maison d'édition dogmatique. Si vous consultez ses catalogues, vous constaterez qu'il y a un peu de tout. Evidemment, en ce qui dépend de moi, elle suivra toujours une ligne libérale qui est et sera invariablement contre les dictatures Ibéro-Américaines. Une orientation qui a toujours préféré une situation où l'on jouit de la liberté et de la démocratie. Remarquons d'ailleurs que nous nous sommes efforcés d'analyser aussi ces termes qui bien souvent, couvrent ou recouvrent des situations qui ont peu de rapport avec la liberté ou la vraie démocratie.

E.A. : Dans ce cas, le livre du *Fondo de Cultura Económica* serait un instrument de libération ?

... De Mexico

Réforme éducative: continuité.

Nommé ministre de l'Éducation Publique après le décès de M. Jesús Reyes Heróles, le Sénateur Miguel González Avelar a manifesté sa volonté de poursuivre la réforme éducative entreprise par son prédécesseur.

M. González Avelar n'est d'ailleurs pas un nouveau venu au ministère de l'Éducation où débuta sa carrière et où il exerça de 1965 à 1966 les fonctions de sous-directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Né à Durango en 1937, il a fait, à l'Université Nationale Autonome de Mexico, (U.N.A.M.) des études de Droit brillamment conclues par une thèse de doctorat sur la nationalisation de l'industrie électrique. Tour à tour professeur à l'École Normale Supérieure, à l'École d'Économie de l'U.N.A.M., puis titulaire de la chaire de Droit constitutionnel à la Faculté de Droit de l'U.N.A.M., M. González Avelar occupa parallèlement divers postes administratifs entre 1971 et 1981, année où il fut nommé secrétaire d'information et de propagande du Comité National Exécutif du P.R.I. Elu sénateur par son État natal, il exerçait depuis 1982 les hautes fonctions de Président de la Commission permanente du Sénat.

Le Ministère de l'Éducation, sur lequel M. González Avelar va désormais exercer son autorité et l'un des départements ministériels, les plus importants, puisqu'il comporte plus de cent mille établissements et environ 800 000 enseignants et qu'il absorbe 5 % du P.I.B. et 40 % du budget fédéral. Le nombre des étudiants et écoliers aux divers degrés s'élève à plus de 23 millions soit près du tiers de la population totale.

Pollution : les « verts » au Mexique

Les divers groupes qui font partie de l'Alliance Ecologique Nationale ont multiplié au cours des derniers mois conférences et manifestations pour demander une stricte politique de lutte contre la dégradation de l'environnement. L'un des principaux animateurs du mouvement, M. Jorge González Torres, a toutefois déclaré qu'il était « prématuré » de considérer l'Alliance comme un parti politique dans le style des « Partis Verts » européens. « *Ce que nous voulons — dit-il — c'est qu'il y ait à la Chambre des Députés des voix qui défendent la cause de l'écologie.* »

... de Mexico

1985 : année électorale.

A la moitié du « sexennat » du Président Miguel de La Madrid, l'année 1985 est marquée par de nombreux rendez-vous électoraux. Tout d'abord le premier dimanche de juillet, les élections nationales pour le renouvellement de la Chambre des Députés : 400 sièges à pourvoir, 300 au scrutin majoritaire uninominal et 100 à la proportionnelle. La chambre sortante comportait 299 députés du P.R.I. (nationaliste révolutionnaire), 63 députés de droite (P.A.N. et P.D.M.) 17 du P.S.U.M (Parti Communiste et groupes apparentés) et 21 pour d'autres partis de gauche.

Les pronostics électoraux sont extrêmement prudents. Le P.A.N. (Parti d'Action Nationale, droite appuyée par la grande entreprise privée) manifeste une grande activité dans les Etats du Nord de la République, particulièrement dans le Sonora et le Nouveau León. Par contre, les commentateurs estiment que les partis d'opposition de gauche ou d'extrême gauche seront encore une fois désavantagés par suite de leur extrême division.

La compétition est également très vive pour les postes de gouverneurs à pourvoir dans les Etats de Sonora, Nuevo León, Guanajuato, San Luis Potosi, Querétaro et Campeche. Des élections vont par ailleurs se dérouler au cours de l'année pour le renouvellement des assemblées locales dans 10 états et à l'échelon municipal dans 14 états.

Université de Mexico : un recteur de 40 ans.

L'élection du Dr Jorge Carpizo Mac Gregor au poste de recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico (U.N.A.M.) pour la période 1985-1988, ouvre une étape nouvelle dans la vie de la vénérable institution.

Appelé à être à 40 ans (il est né à Campeche en 1944), le trente-cinquième recteur de l'Université de Mexico, Jorge Carpizo Mac Gregor est juriste. Docteur en Droit depuis 1967, il a exercé diverses charges au sein de l'Université, notamment celles de président de la commission technique des études et des projets législatifs, de coordinateur des humanités, de Président du conseil technique des humanités et de Directeur de l'Institut de Recherches juridiques. Après douze années de direction des « scientifiques », les juristes et les adeptes des sciences humaines reviennent, en la personne du Dr Jorge Carpizo Mac Gregor, au gouvernement de l'U.N.A.M. Le jeune recteur annonce un large programme de réformes destinées à moderniser profondément l'Université.

G.T. : Je crois que ce serait beaucoup dire et également dire peu, car en se définissant comme un instrument de libération, on encourt l'accusation de pédantisme, dans le meilleur des cas, et, dans le pire des cas, on risque de trahir les idéaux que l'on s'efforce de défendre. Nous publions les livres que nous croyons être utiles à notre communauté, pour sa meilleure éducation, pour son meilleur progrès. Nous publions également des livres qui n'ont absolument rien à voir avec ces sujets, comme des livres de poésie. Nombre de ces livres, ont laissé une trace durable et constituent une référence.

En réalité, on ne peut pas réduire le livre — car il s'agit de cela — à être un instrument de lutte. Certes le livre, en lui-même, est et sera toujours un élément important, qui peut exercer une influence tantôt pour le bien, tantôt pour le mal. Il y a des livres précisément celui qui s'intitule « Mon Combat », qui a été un instrument du mal ; il en est d'autres qui ont été un instrument du bien. Notre critère n'est pas idéologique, il n'est pas non plus dogmatique. Dans quelle mesure un livre peut-il améliorer la culture de nos peuples et leurs conditions de vie ? Tel est le critère qui doit présider à nos choix et orienter notre action.

E.A. : Permettez-moi de vous demander comment un poète affronte l'activité éditoriale, et dans quelle mesure cette dernière porte la marque de son auteur, lorsque celui-ci est poète.

G.T. : Disons que c'est un peu difficile de répondre, du moins pour un poète. N'est-il pas vrai ? Il est plus facile pour des gens de l'extérieur de porter un jugement. Mais je puis vous dire qu'il m'arrive parfois, on m'en accuse d'ailleurs, d'être l'avocat du diable, car je ne veux pas envahir de poésies le *Fondo de Cultura Económica*. Non que je ne considère pas la poésie comme importante, mais parce que nous devons marcher les pieds sur terre. Et si nous nous bornons à éditer des livres de prestige, nous finirons par mourir de faim ou, du moins par tuer notre maison d'édition. Nous devons procéder à ces injections par doses raisonnables.

Nous sommes dans une situation économique difficile, et pour cela nous devons être doublement difficiles dans le choix des titres. Je ne veux pas dire que nous devrions publier seulement des livres qui, pragmatiquement soient utiles à une technique ou qui se rapportent à des activités susceptibles de comporter des bénéfices immédiats. Non, bien sûr, ce serait trahir énormément le but que poursuit le *Fondo de Cultura Económica*. Mais je crois que nous devons assurer la subsistance du Fondo, que nous devons publier des livres dont la vente soit assurée dans des secteurs bien définis comme, par exemple, le secteur de l'éducation. Je crois d'ailleurs qu'il est tout à fait noble de publier des ouvrages de ce genre et de nous efforcer d'améliorer les livres de texte dans nos centres éducatifs.

Evidemment cela n'exclut pas la publication d'œuvres littéraires et de poésie. Nous avons signé un contrat avec Carlos Fuentes. Nous sommes engagés avec lui pour trois livres. Nous avons également publié une édition des œuvres de Borges, vraiment luxueuse, avec des illustrations de Toledo, un ouvrage de première importance du point de vue de la typographie, et des arts du livre. Nous allons continuer avec ce type de livres mais, je le répète je ne veux pas que le livre de luxe puisse devenir la base de nos activités, car ce genre d'ouvrages ne peut offrir une base financière.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas fermer les yeux devant la réalité qui nous enseigne que les livres de poésie, et même de bonne poésie, sont et seront toujours, je le crains, moins nombreux que les livres destinés à l'éducation, à la culture en général.

Propos recueillis par Enrique Atonal pour Radio Francia International et Nouvelles du Mexique.



Présence de Francisco Toledo

Les activités culturelles du Mexique en France se concentrent principalement au Centre Culturel du Mexique à Paris, qui met en œuvre un vaste programme dans tous les domaines de la culture.

Beaux arts

En ce qui concerne la peinture, signalons tout d'abord l'exposition des œuvres de 26 artistes latino-américains autour du thème « Juan Rulfo et son œuvre » (20-30 juillet 1984), puis l'exposition des peintures de Joy Laville (26 septembre-25 octobre 1984).

Une exposition de Rufino Tamayo a été organisée en collaboration avec la Maison d'Édition Cercle d'Art, du 6 novembre au 8 décembre à l'occasion de la présentation du livre : « Tamayo, 2 peintures et quatorze mixographies ».

Le Centre Culturel a également présenté du 13 décembre 1984 au 26 janvier 1985 un choix de peintures et collages de Susana Sierra. Il convient de mentionner tout spécialement l'exposition de photographies d'Henri Cartier-Bresson : cahiers de notes sur le Mexique. Le projet d'exposition avait été présenté à l'agence Magnum, qui représente Cartier-Bresson dans les États du Texas, Arizona et Californie. L'idée séduisit à tel point cette agence qu'elle décida que l'exposition, après avoir figuré au Centre Culturel du Mexique, à Paris, serait présentée dans diverses villes des États-Unis : à l'Art Museum of South Texas, Corpus Christi, du 12 octobre au 25 novembre 1984, au Center

au Creative Photography à Tucson, Arizona, en janvier et février 1985 et enfin Museum of photography, en mars et avril 1985.

Également sous le patronage du Centre Culturel du Mexique, un choix de photographies de Mariana Yampolsky a été présenté à IF (Caen) du 4 au 21 novembre 1984, dans le Cadre des Rencontres Internationales de Clubs de Photographie.

Artisanat et costumes

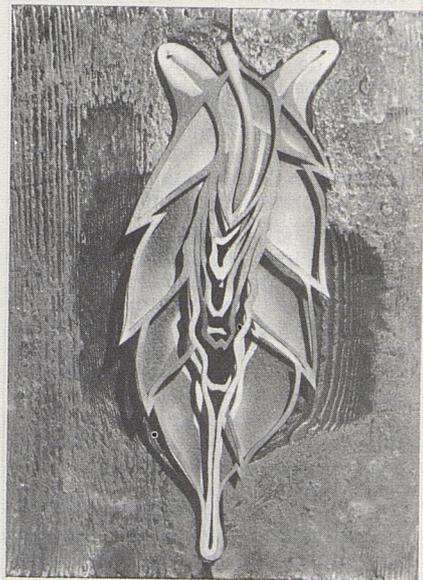
La Foire Internationale de Rouen, du 28 avril au 8 mai 1984, a servi de cadre à la présentation d'une exposition de costumes indigènes du Mexique. Cet ensemble de costumes a figuré par la suite à la mairie de Barcelonnette, du 6 au 20 août, à la mairie de Briare, du 29 septembre au 15 octobre et à la Maison de la Jeunesse, à Auxerre, du 15 novembre au 15 décembre 1984.

La même volonté de décentralisation a présidé à la présentation dans le cadre de la Foire Internationale de Dijon, du 30 octobre au 12 novembre 1984, de l'exposition de Juan Rulfo « Artisanat et Art Contemporain » à laquelle participèrent de nombreux artistes : José Luis Cuevas, Alberto Gironella, Saul Kaminer, Carlos Nakatani, Claudia Politi, Ramirez, Pablo Rulfo, Juan Soriano, Vlady y Zárate. Dans le cadre de l'exposition Culture Latine, au Grand Palais de Paris, du 8 au 16 décembre 1984, le Centre Culturel a également présenté un choix de livres, pièces d'artisanat et objets d'art contemporain du Mexique.

Présence culturelle du Mexique en France

Littérature

Le Centre Culturel a organisé diverses conférences et tables rondes sur des thèmes littéraires. Citons en particulier la table ronde à laquelle participèrent Damián Bayón, Luis Caballero, Roberto Pontual, Antonio Segui et Delia Cugat



A la Foire Internationale de Dijon. La participation de Luis Zárate

sur le thème : « L'Art contemporain vu par les yeux de Martha Traba ». Deux autres tables rondes méritent d'être mentionnées. La première consacrée à « Angel Rama et la critique littéraire », avec la participation de Claude Couffon, Norah Giraldi, Jacques Lennhardt et Augusto Roa Bastos. La seconde, qui avait pour thème « Ibaranguoïtia » y Escorza : le sarcasme et le social-fantastique » se déroula le 9 février 1985, dans les locaux du Centre Culturel, avec la participation d'Elena Garro, Arturo Azuela, Claude Couffon et Severo Sarduy.

Un hommage à Haraldo Conti et une présentation du livre « la ballade du peuplier carolin » eut lieu le 8 mars 1985, avec la collaboration du ministère français de la Culture et de la Maison d'Édition « Acte Sud ».

Il convient de rappeler que, dans le cadre des activités littéraires du Centre Culturel du Mexique, a été organisé, en collaboration avec Radio France Inter-

nationale, le second concours international de contes pour l'attribution du prix Juan Rulfo. Le jury a reçu un grand nombre de textes inédits d'écrivains de tous les pays d'Amérique latine.

Jean Claude Masson a donné, le 27 septembre 1984, une conférence consacrée à l'œuvre d'Octavio Paz.

A l'occasion de l'octroi à Carlos Fuentes du Prix National de Littérature du Mexique, le Centre Culturel a organisé du 6 au 20 janvier 1985, une série de manifestations en collaboration avec le Centre Georges Pompidou : lectures en Français et en Espagnol de textes de Fuentes, une exposition monographique sur Fuentes et son œuvre, et enfin une table ronde avec la participation de Juan Goytisolo, de l'Ambassadeur Luis Villoro et de Celine Zins, traductrice des plus récents ouvrages de l'auteur. Dans le cadre de cet hommage, le groupe théâtral « Aurige » de Bordeaux, représentait « Le borgne est roi ».

Théâtre et Cinéma

En ce qui concerne le cinéma, le Centre Culturel du Mexique a projeté divers films d'Henri Cartier-Bresson : « *Le retour* », « *Southern exposures* », « *Impressions of California* ».

Le Centre a également projeté, outre le film « *Mara'Acame* » (rebouteux et chanteur), diverses œuvres qui figurent parmi les classiques du cinéma mexicain : « *Mémoires d'un Mexicain* », « *Les sentinelles du silence* », « *Symphonie d'une ville* ».

Le Centre Culturel a également organisé diverses représentations théâtrales. Rappelons que le 22 juin 1984, le groupe français « Free Theatre » avait donné lecture de textes de Juan Rulfo. Du 29 novembre au 6 décembre de la même année, le groupe « l'escalière » a donné plusieurs représentations de la pièce de Juan José Arreola : « *L'Heure de tous* ».

Il est bon de rappeler également que le groupe théâtral « *Aleph* » avait organisé le 26 juin 1984 à la Maison d'Amérique Latine, une lecture de textes de Juan Rulfo.

Du 15 janvier au 20 février 1985 au théâtre de la Gare de Paris, le groupe théâtral « Guena », a porté à la scène « *La fille de Rapaccini* » d'Octavio Paz.

Musique

On se souvient que le Centre Culturel du Mexique, en collaboration avec le ministère français de la Culture, avait organisé, le 21 juin 1984, une Fête de la musique au jardin Boucicaut.

Dans le même esprit, le Centre a donné, dans ses locaux, un concert de musique populaire contemporain, le 9 octobre 1984. Le groupe « Tribu » a fait à cette occasion une rétrospective de l'histoire de la chanson mexicaine.

Le jeune musicien mexicain José Luis Villagómez a donné un récital de guitare, le 14 décembre 1984, dans les locaux du Centre Culturel.

Rites et ethnologie

Le Centre a par ailleurs présenté un autel des morts du 8 au 15 novembre dans ses locaux parisiens. Cet autel a été placé dans les vitrines de telle façon qu'il attirait l'attention des passants. De ce fait, cette manifestation, annoncée dans les programmes du Centre, a été vue, non seulement par les invités, mais aussi par un grand nombre de personnes qui s'arrêtaient en passant devant les vitrines. L'une des manifestations les plus importantes que le Centre ait organisées fut l'exposition sur l'art contemporain des indiens *Huicholes*, qui se déroula du 14 février au 22 avril 1985. Des catalogues dans lesquels figuraient des reproductions des œuvres les plus importantes, furent imprimées à cette occasion; et l'anthropologue Juan Negrin, commissaire de l'exposition, donna trois conférences sur les divers aspects de l'expression artistique des *Huicholes*. Cette exposition remporta un si vif succès qu'elle dut être prolongée pour trois semaines.

Histoire et philosophie

Dans le cadre de l'Université de Paris Sorbonne (Paris IV) l'Institut d'études Ibériques et latino-américaines a organisé, le 13 mai 1985, un important colloque sur « Le Penseur mexicain », la pensée et l'influence de Joaquín Fernández de Lizardi. Dans leurs interventions, l'Ambassadeur Luis Villoro, délégué permanent du Mexique auprès de l'Unesco, et le professeur Jacques Lafaye, ont estimé que Lizardi, en dépit des idées d'égalité et de liberté citadine qu'il défendait dans son journal « Le penseur mexicain », se situait encore dans la ligne de pensée des créoles mexicains du XVIII^e siècle. Pour sa part, Sergio Pitou, Ambassadeur du Mexique en Tchécoslovaquie, s'est attaché à étudier la valeur littéraire de l'œuvre de Lizardi et son influence sur la pensée libérale mexicaine du XIX^e siècle. ■

Légendes du supplément couleur Juan Soriano : p. 17 : Le Hibou et son reflet, 1981, Coll. Pedro Leites. Mexico - p. 18 : Le Hibou blanc 1976, Coll. Shapiro. Mexico - p. 19 : La petite fille morte 1953, Philadelphia Museum of Art.

BOURSE HIDALGO

Le Jury chargé de l'attribution de la Bourse HIDALGO 1984 a décidé de la décerner à Mlle Viviane Carrasso, Chargée de Cours à l'École Normale Supérieure des Jeunes Filles, pour son Mémoire : « *Les voyageurs français au Mexique de 1821 à 1910* ».

Parmi les autres travaux qui ont retenu l'attention du Jury, il convient de mentionner un mémoire du Conservateur du Musée Départemental de Champlitte, le Dr Jean-Christophe Demard : « *Aventure d'un village français au Mexique : 1833-1910* ». Ce travail qui raconte l'odyssée des émigrants français qui ont peuplé San Rafael - Etat de Veracruz - est à l'origine d'un jumelage entre Champlitte et San Rafael.

La Bourse HIDALGO, créée en 1954 par le gouvernement mexicain, est réservée aux historiens, chercheurs et professeurs français. Elle comprend le voyage aller et retour PARIS-MEXICO, les frais de séjour au Mexique pendant trois mois, à raison de \$ 75 000 pesos par mois, afin de permettre au lauréat de parfaire sa première recherche.

Pour la rentrée universitaire 1984, le gouvernement mexicain met au Concours une Bourse HIDALGO 1985, destinée à récomenser le meilleur mémoire sur le thème : « *Une minorité économique et sociale : les Français aux époques de Porfirio Díaz et de la révolution mexicaine* ».

PUBLICATIONS RÉCEMMENT PARUES

Deux orchidées au clair de lune

par **Carlos Fuentes**
NRF Galimard (1)

Deux femmes qui prétendent être, qui sont peut-être Dolores del Río et María Felix, deux étoiles veuves de leur public, scrutent avec angoisse leur miroir pour y retrouver le reflet des jours triomphants de leur âge d'or. Les mots de théâtre fusent — A un fan qui est en fait chroniqueur nécrologique d'un journal local, María demande : « *Personne ne peut mourir sans toi, morveux ?* Et le fan, de répondre : « *Personne d'important, non* ». Une fantaisie débridée dont les composantes sont une pointe d'humour, une touche de poésie, une pointe de cruauté - En deux mots : un mini-festival Carlos Fuentes.

(1) Collection « *Le Manteau d'Arlequin* », texte français de Céline Zins.

Le Mexique et les Mexicains

par **Charlène Gourguechon**

Photographies
Jacques Gourguechon et Karl Muller
(1)

Editions René Moser.

Voici un ouvrage somptueusement illustré qui évite les trois écueils habituels des livres d'art : l'académisme, le pittoresque et le misérabilisme. Les photographies de Jacques Gourguechon et Karl Muller nous montrent les Mexicains d'aujourd'hui, leur vie quotidienne, leurs problèmes, mais aussi leurs joies, dans le cadre somptueux donné par la nature et légué par l'histoire. Dans la préface. Jacques Soustelle nous livre le secret de cette réussite : « Ce qui confère au livre de Charlène Gourguechon son attrait particulier, c'est que, puissamment séduite par le Mexique et les Mexicains, elle a essayé — et dans une large mesure elle y a réussi — d'analyser les multiples éléments qui font de cette terre et de ses hommes un complexe original, profondément différent, chargé de nostalgie et de rêve ».

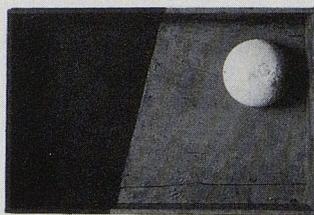
(1) 176 pages. Préface de Jacques Soustelle.

Les articles contenus dans cette publication engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ; la reproduction partielle ou intégrale de ces textes et des informations, reste autorisée à condition qu'en soit indiquée la provenance.

Octavio Paz

Une planète et quatre ou cinq mondes

Réflexions sur
l'histoire
contemporaine



folio **Essais**
INÉDIT

Une planète et quatre ou cinq mondes

par **Octavio Paz**
Editions Gallimard

Cet ouvrage qui vient de paraître en version française reprend un certain nombre d'articles publiés en 1980 dans divers journaux espagnols, brésiliens et hispano-américains, mais l'auteur les a allégés de l'éphémère, actualisés et enrichis. Les cinq pre-

mières de ces « *réflexions sur l'histoire contemporaine* » portent sur l'hédonisme et le terrorisme, les deux visages du déclin de la vieille Europe, sur la crise de la Démocratie impériale aux Etats-Unis, sur la domination bureaucratique dans le système russe, les sanglants déchirements du Proche-Orient et enfin les mutations qui secouent l'Asie et l'Amérique Latine. Les trois dernières méditations sont consacrées à l'Amérique Latine et, tout d'abord à l'influence-hégémonie que les Etats-Unis exercent sur l'ensemble du sous-continent et principalement sur les faibles républiques d'Amérique Centrale. Octavio Paz écrit à ce propos : « *Si les Etats-Unis n'ont pas créé la fragmentation ni inventé les oligarchies locales et les dictateurs bouffons et sanguinaires, il est vrai qu'ils ont profité de la situation, fortifié les tyrannies et contribué de façon décisive à la corruption de la vie politique en Amérique Centrale. Leur responsabilité historique est indéniable et leurs difficultés actuelles dans la région est le fruit de leur politique* ». Abordant enfin l'étude des thèmes essentiels de l'actualité latino-américaine : démocratie et caudillisme, révolutions et guerrillas, l'auteur s'élève logiquement du particulier à l'universel. Il s'interroge sur le sens de l'histoire, les causes de la violence, le rapport entre la fin et les moyens. Méditation grave, souvent discutable, à laquelle on aimerait consacrer le temps et l'espace qu'elle mérite.

(1) Collection *Folios/Essais*, 250 pages. Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Masson.

Terres chaudes

A. Vallaëys et A. Dugrand Editions J.C. Lattès

Ce deuxième tome des « *Barcelonnettes* » que fait suite aux « *Jardins de la Alameda* » retrace l'épopée d'une poignée de montagnards français de Haute Provence qui ont su bâtir au Mexique une puissance industrielle et commerciale. Qu'ils appartiennent à l'histoire ou à la fiction, les personnages du livre, Pierre Arnaud, Jeanne Fortoul, le chercheur d'or Valentin Carpenel et le journaliste Olivier Meyran, après avoir assisté dans « *Les Jardins de l'Alameda* », à la fin de la guerre d'indépendance, aux débuts

difficiles de la jeune république et à la résistance du peuple mexicain à l'invasion nord-américaine en 1847, poursuivent leur aventure pionnière dans un Mexique déchiré par les luttes civiles et bientôt bouleversé par l'intervention des troupes françaises de Napoléon III.

Olivier Meyran, le journaliste révolutionnaire, querroie, aux côtés de Benito Juárez et part avec lui pour l'exil à la Nouvelle Orléans. Un témoignage historique qui est aussi un roman attachant.

Le directeur de la publication :
José María Pérez Gay, Conseiller Culturel -
Dépôt légal en 1985 (2^e trimestre) -
Imprimé par Interprim 843.68.64.



*AVEC LES COMPLIMENTS
DE L'AMBASSADE DU MEXIQUE*

9, Rue de Longchamp
75116 PARIS